

◀ Bien empaquetées et bien ficelées, les armes de l'*Athos* viennent d'être descendues à quai. Arsenal important et, pour le F.L.N., une perte sèche. Ses maquis ne possédaient alors que 20 mortiers.

Keystone

derrière "l'affaire de l'Athos" : l'Egypte

l'A.L.N. Ils emportent dans leurs bagages des postes de radio vérifiés, avant le départ, par des militaires égyptiens et ils resteront, tout au long de la traversée, en liaison, trois fois par jour, avec l'Égypte.

Pas de " manifeste "

Le 4 octobre, à la tombée de la nuit, l'*Athos* se trouve à quai, dans le port militaire d'Alexandrie. Sous la haute surveillance de Fathi ed-Dib, une cinquantaine de *fidayin*, ces volontaires de la mort qui opèrent à partir de la poche de Gaza, entreprennent le chargement à bord du navire du contenu de sept wagons. L'appareillage a lieu à l'aube du 5. En principe, le voyage doit durer treize jours. Mais, dès le départ, Ben Maiel met Basil Omoska au courant de la véritable destination. La Crète, l'Italie sont écartées. Toutefois, la découverte, à bord, de journaux siciliens prouvera que l'*Athos* avait effectivement touché la Sicile.

En attendant, un message radio est envoyé du Caire à destination de la rébellion intérieure pour annoncer l'expédition d'une importante cargaison d'armes au Maroc oriental, à destination de l'A.L.N. Mais le message est intercepté par les services français. Dès lors, le dispositif de surveillance est en alerte dans toute la Méditerranée occidentale. Le dimanche 14 octobre, l'*Athos* est repéré par un appareil de l'Aéronavale à 100 milles dans l'est du cap de Palos. Le bâtiment fait route vers la côte marocaine. Une surveillance discrète continue à s'exercer pendant toute la journée du 15. Un instant, l'*Athos* fait mine de se rapprocher de la côte d'Andalousie et du port d'Almeria. Puis, soudain, il pique vers le littoral chérifien, à hauteur de l'îlot d'Alboran. C'est alors que l'escorteur *Commandant-De-Pimodan* reçoit l'ordre de l'arraisonner. L'opération a lieu le 16 octobre à 10 heures.

D'emblée, le gibier paraît intéressant. Le nom de *Saint Briavels* apparaît encore nettement sur la coque. Si le bâtiment possède bien un équipage, il se trouve dépourvu de toute liste de passagers et de tout « manifeste ». Une rapide inspection permet de découvrir que le navire est littéralement bourré d'armes et de munitions. Des caisses de mortiers trônent en plein milieu du « salon ». L'*Athos* est aussitôt dirigé sur Nemours, puis sur Mers el-Kébir où toutes les polices de France et de Navarre — D.S.T., police navale, gendarmerie maritime, douanes — se livrent à une fouille en règle, plus que fructueuse.

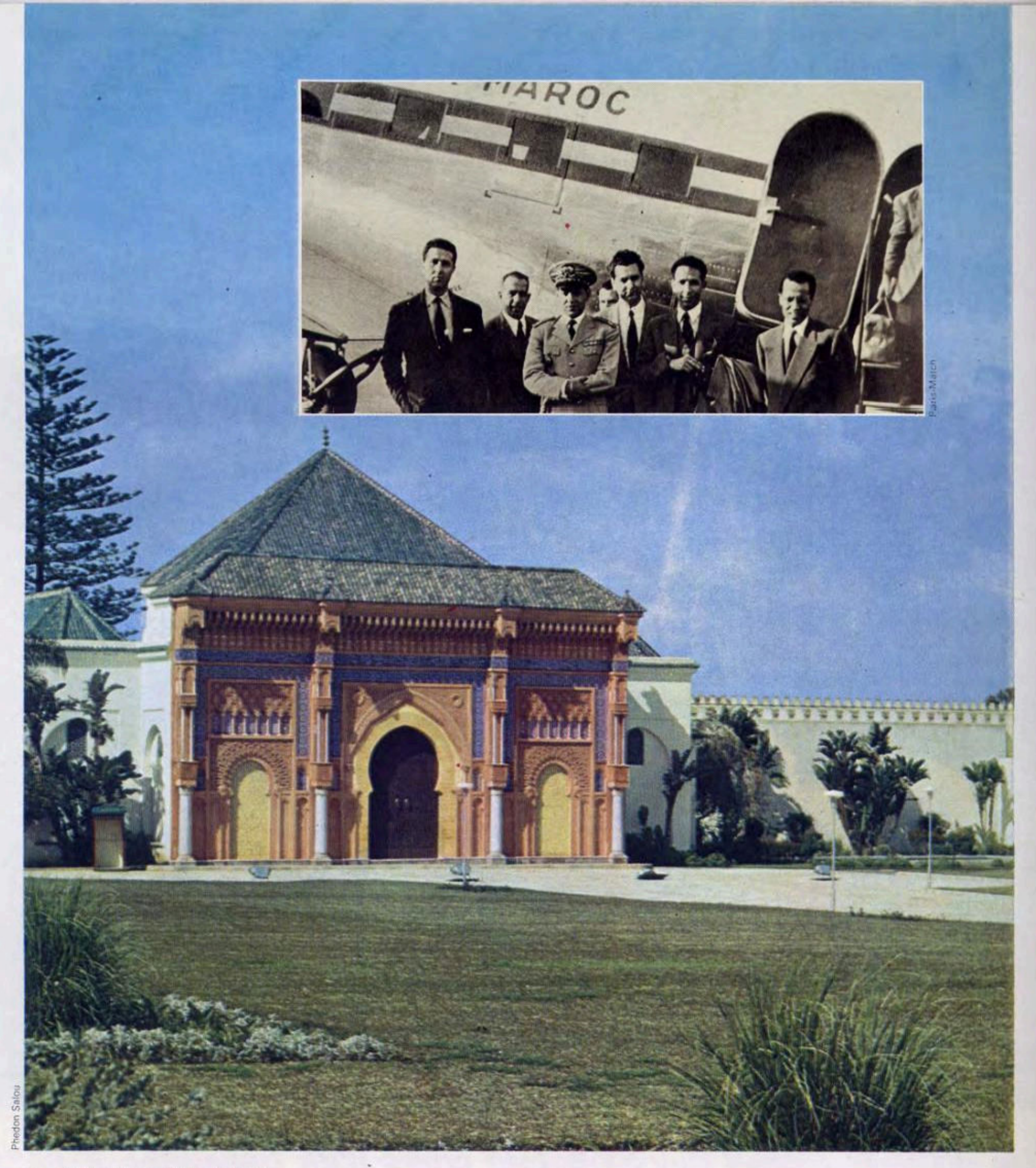
Le bilan est éloquent : 72 mortiers, 40 mitrailleuses, 74 fusils mitrailleurs, 2 300 fusils de guerre, 240 pistolets mitrailleurs, 2 000 obus de mortier, plus de 600 000 cartouches. Au total, la cargaison est évaluée à 600 millions de francs de l'époque et 72 tonnes. C'est de loin le plus brillant coup de filet réalisé par la *Surmar*. Comparé aux exigences d'une armée moderne, le butin peut paraître minime, mais l'optique change dès qu'il s'agit de guerre révolutionnaire, à base de coups de main, d'embuscades, d'attentats. Dans son bulletin du 31 août 1956, la Xe région évaluait l'armement de toutes les *katibas* rebelles à 20 mortiers, 10 mitrailleuses, 160 fusils mitrailleurs, 2 000 pistolets mitrailleurs, 8 000 fusils de guerre, sans compter 25 000 armes de chasse.

Une plainte à l'O.N.U.

Avec la cargaison de l'*Athos*, le F.L.N. aurait eu la possibilité de doubler ou de tripler son potentiel en armes lourdes et d'entreprendre les actions d'envergure prévues dans l'Ouest algérien, d'autant plus que les effectifs ne lui manquaient pas. A côté de 45 000 combattants et supplétifs, l'A.L.N. disposait, à la fin de l'été de 1956, de 100 000 réservistes.

En tout cas, en Algérie et en France, l'émotion est considérable. Cette fois, la collusion F.L.N.-Égypte est prouvée. Nasser a été pris la main dans le sac. Les pieds-noirs exultent. Enfin un acte énergique. D'autre part, l'arraisonnement de l'*Athos* survient à point nommé dans la crise de Suez. C'est, en effet, le 16 octobre, au cours de l'entrevue tenue à Paris par Mollet, Eden, Pineau et S. Lloyd que le scénario contre l'Égypte a été mis au point. L'attaque israélienne servira de prétexte à l'intervention franco-britannique dans la zone du canal. Le gouvernement français entend donc exploiter à fond l'affaire. Il procède au rappel de son ambassadeur au Caire et profite de l'occasion pour déposer une plainte à l'O.N.U. Le 23 octobre, devant l'Assemblée nationale, Guy Mollet brosse un tableau complet de l'affaire de l'*Athos*. Il termine son intervention sur ces fortes paroles : « ... Aucun doute ne doit subsister. Jamais la France ne se soumettra à la loi du nombre, du fanatisme. Quoi qu'il arrive, elle restera présente en Algérie ! » H

François MILLES



Paris-Match

Phedon Salou

Le palais du sultan du Maroc, à Rabat. Au cours de la conférence au sommet qui se tiendra à Tunis, les 22 et 23 octobre 1956, et à laquelle assistera le souverain, il n'est pas question que Mohammed V rencontre officiellement la « délégation extérieure » du F.L.N. Les cinq hommes, qui partiront du Maroc pour la Tunisie, vont voyager dans un DC-3 de la compagnie Air Maroc. On voit ici, à l'aérodrome de Rabat-Salé, entourant le prince Moulay Hassan, au moment de leur départ *(de gauche à droite)* Ben Bella, Khider, Aït Ahmed, Boudiaf et Lacheraf. Khider, ancien député, voyage avec un passeport français qu'il a fait proroger au consulat de France au Caire.

ET BEN BELLA FUT CAPTURÉ...

GUY MOLLET assistait, le lundi 22 octobre, à un dîner officiel en l'honneur du général Gruenther offert par l'Association française pour la Communauté atlantique. Ç'allait être son tour de prononcer un discours, lorsqu'un maître d'hôtel s'approcha de lui. On vit Guy Mollet s'excuser auprès du général et de l'ambassadeur américain, se lever et disparaître. Il était 21 heures. Dans l'antichambre, Alain Savary et Louis Joxe mirent rapidement le président du Conseil au courant : « L'état-major d'Alger a fait intercepter un avion transportant de Rabat à Tunis cinq des principaux dirigeants du F.L.N. Ils sont actuellement prisonniers



la nouvelle atteint Guy Mollet au cours d'un banquet. Il pâlit et tr

dans l'immeuble de la D.S.T. à la Bouzaréa. C'est une affaire qui peut nous valoir des ennuis sérieux avec la Tunisie et le Maroc. »

Guy Mollet pâlit, réfléchit un instant et dit : « C'est très grave. » Puis il demanda à ses amis de prévenir le président Coty et de convoquer un conseil restreint à l'Élysée pour 1 heure du matin. Il rentra dans la salle du banquet et prononça son toast pour célébrer l'Alliance atlantique.

On commence à parler sérieusement de paix au cours de l'été. Les émissaires de Guy Mollet ont rencontré par deux fois des dirigeants du F.L.N. — Khider, Aït Ahmed, Yazid — à Belgrade et à Rome. De leur côté Bourguiba et Mohammed V souhaitent qu'un terme soit mis rapidement au conflit algérien. La guerre d'Algérie contrarie les efforts de l'un et l'autre chef d'État pour maintenir l'ordre public dans les deux pays, indépendants depuis six mois à peine. On compte plus de 50 000 Algériens au Maroc et près de 80 000 en Tunisie. Et le sultan n'oublie pas que, le 1er octobre 1955, l'insurrection en Algérie s'est accompagnée de tentatives sporadiques de révolte au Maroc oriental.

Mohammed V et Bourguiba vont donc

Le général Lorillot donne le feu vert

Le 21 ou 22 octobre 1956, me trouvant à Alger pour un court séjour avant de partir pour Chypre, j'avais été invité à déjeuner par le général Lorillot, alors commandant en chef en Algérie.

Le général Lorillot, célibataire, vivait seul dans son hôtel de commandement et nous déjeunions tête à tête comme nous faisions quelquefois. Pendant le repas, il est appelé au téléphone et j'entends qu'il donne aussitôt son accord. Revenant à table, il m'explique qu'on vient de lui demander l'autorisation d'arraisonner l'avion de Ben Bella, avion d'Air Maroc allant de Rabat à Tunis, où nos services secrets ont appris sa présence avec l'état-major F.L.N. Cette décision, qui a eu par la suite tant de conséquences, était bien dans la ligne de l'opération que je préparais en Égypte.

Puisqu'on sautait le pas, il était inutile de mettre des gants. D'ailleurs, depuis, on a vu pas mal de détournements d'avion qui n'étaient pas justifiés juridiquement. Dans ce domaine, comme en beaucoup d'autres, c'est le succès final qui compte. On ne doutait pas, à ce moment, de cette issue favorable...

Général BEAUFRE



◀ Dans le car de la D.S.T. après leur arrivée-surprise à Maison-Blanche, aérodrome civil d'Alger, les cinq leaders du F.L.N. Au premier plan, Aït Ahmed. Suivent Boudiaf, Lacheraf, Khider et Ben Bella. Ils viennent d'être séparés (pour être interrogés) des journalistes et photographes français et étrangers qui se rendaient à Tunis en leur compagnie.

Paris-Match



Ben Bella, après ▶ sa capture, devant les locaux de la D.S.T., à Alger. Pour la majorité des pieds-noirs – qui, lorsqu'ils prononçaient le nom de Ben Bella, pensaient : « Au poteau ! », le rendant responsable de l'insurrection et des atrocités commises jusque-là –, il ne faisait aucun doute, alors, que Ben Bella serait rapidement jugé, sinon exécuté.

Keystone

ve que "c'est très grave"

s'efforcer, pendant tout l'été, de faire accepter un compromis aux Algériens. En vieux routier de la politique, Bourguiba a mis au point l'idée-force d'une « Fédération franco-nord-africaine ». Il s'agit pour lui de ce qu'on pourrait appeler un « concept opérationnel » permettant à la France d'avaler la pilule de l'indépendance algérienne et au F.L.N., celle de liens d'interdépendance avec la France. Comme il a coutume de dire en plaisantant : « Pour dresser un jeune éléphant, il faut le faire encadrer par deux vieux éléphants. »

Nicole Lambert, la jeune hôtesse de l'air du DC-3 qui ▶ fut fatal aux cinq voyageurs pour Tunis. Elle connaissait sa véritable destination mais resta impassible.

Dans son discours d'Oujda, le 25 septembre, le sultan du Maroc a, le premier, fait publiquement état de « l'entité nord-africaine ». Le prince Moulay Hassan, suivi de Bourguiba, sont venus sonder le terrain à Paris dans les premiers jours d'octobre. Ils ont trouvé un accueil favorable auprès de Mollet, Pineau et Savary :



Paris-Match

ceux-ci ont reconnu l'utilité d'une rencontre tripartite avec les chefs du F.L.N. pour tenter de « rapprocher les points de vue, ménager les susceptibilités de l'opinion française, rechercher l'établissement d'une paix réelle, d'une coopération solide et fructueuse entre les trois pays d'Afrique du Nord et la France » (ainsi s'exprimera Bourguiba au lendemain de la capture des chefs du F.L.N.).

Il a donc été décidé qu'une rencontre « au sommet » aurait lieu à Tunis les lundi 22 et mardi 23 octobre. Tel qu'il a été établi, le programme officiel du séjour de Mohammed V dans la Régence ne fait pas mention d'une rencontre avec les représentants des «combattants d'Algérie». Des contacts auront lieu auxquels les deux chefs d'État ont accepté de ne pas attribuer un caractère officiel pour ne pas donner l'impression de transformer, en ▶

La rocambolesque arrestation

*« Ben Bella avait sorti un **pistolet, qu'il plaça dans le dossier** du siège devant lui. L'avion **poursuivait son vol et le cap** semblait être mis **sur Tunis. Il commençait à faire sombre**; depuis un moment, **l'hôtesse, une jolie blonde, était venue** s'asseoir sur l'accoudoir **du siège d'Aït Ahmed**. Détendus, nous causions tous **ensemble. Ce n'est que bien plus tard que nous** apprîmes que **l'hôtesse était chargée de nous distraire car** l'avion faisait de **grands cercles pour perdre du temps afin que** la durée du vol **fût exactement celle de Palma à Tunis**, le trajet Palma-Alger **étant bien plus court. L'autre tâche de l'hôtesse** consistait à faire **en sorte que nous ne pensions pas à regarder** par les hublots, **afin que nous ne remarquions pas que la lune** passait **tantôt d'un côté, tantôt de l'autre en raison** des cercles **consécutifs formés par l'avion**. Il faut reconnaître qu'elle accomplit **sa mission avec beaucoup de charme !** Évidemment, de temps **en temps, le pilote ou le copilote la consultait.** Le pilote était **un Français, un officier** de réserve de l'armée de l'air du **nom de Gellier (il lui sera par la suite imposé de** s'appeler **Honorat et il n'a repris** son vrai nom que depuis quelques mois). **A ce moment-là, il était en** liaison avec Alger, où **l'armée française lui** ordonnait d'amener « les salopards » à **Maison-Blanche. Le pilote,** qui, après tout, était officier, avait **finalement accepté.** Après la durée normale de vol de Palma à **Tunis, l'hôtesse, s'étant** de nouveau entretenue avec le pilote, **dit : « Messieurs,** attachez vos ceintures, » cessez **de fumer, nous atterrissons à Tunis. »***

*» Au **moment où les roues de l'appareil** touchaient le sol, nous **nous sommes tous rendu** compte qu'il y avait tout autour **de l'avion des chars,** des voitures blindées qui roulaient **sur la piste en même** temps que nous. Aucun doute n'était **possible, c'étaient** des Français. A cet instant **précis, Aït Ahmed** dit à haute voix : « Voilà » **comment un peuple peut** faire confiance aux Français ! »*

*» L'hôtesse **à peine disparue, un** gendarme fit irruption à bord, **mitraillette au poing** et dit : « Messieurs, sortez ! » Les bras en **l'air ! » Ben Bella,** à son tour, dit : « Bon, » nous **allons sortir, messieurs »,** et il s'est avancé le premier. **Nous, les journalistes,** avons suivi les Algériens et j'avais **ma machine à écrire à la main.***

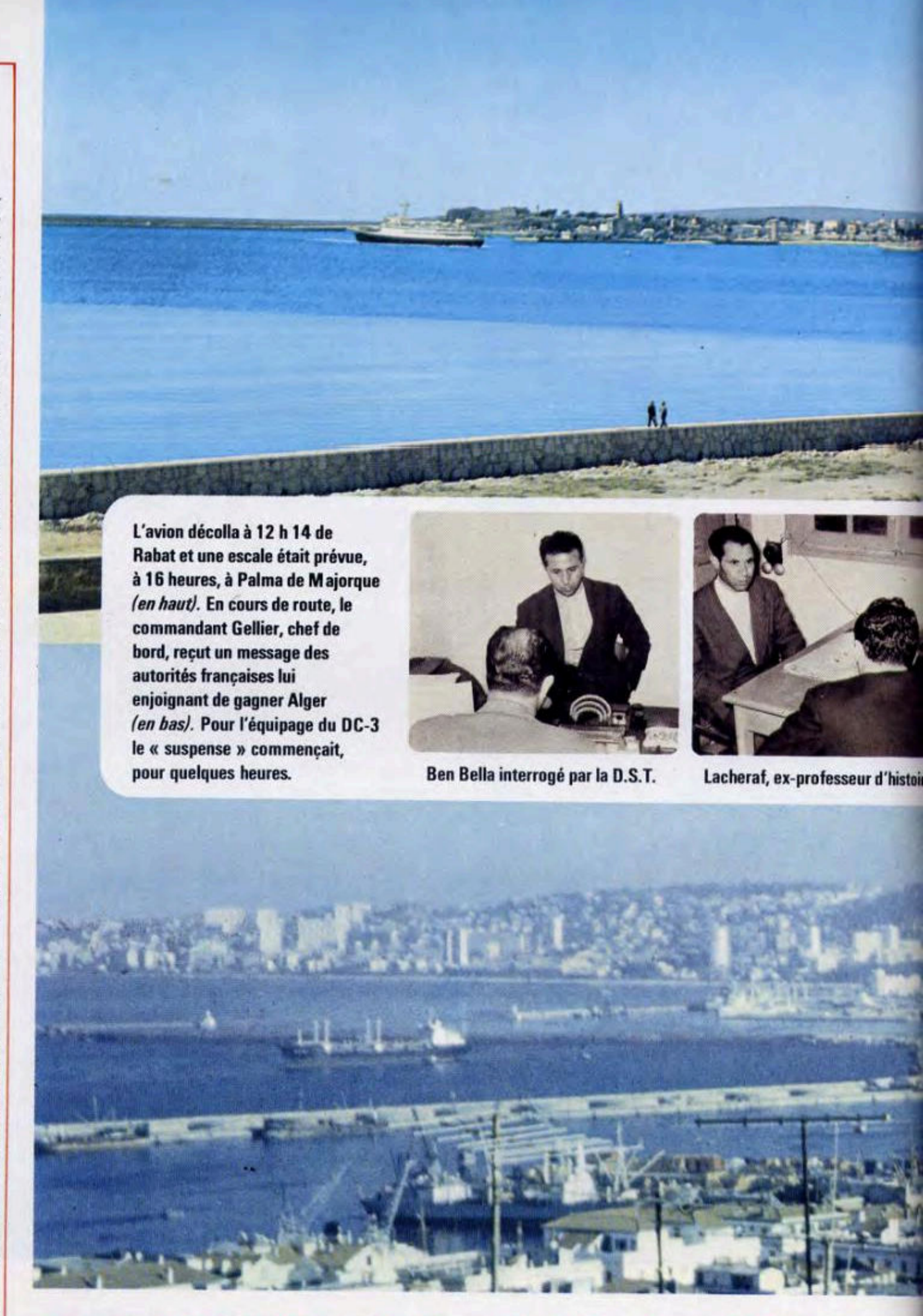
*» Nous **fûmes tous chargés** dans un camion et rapidement emmenés **ailleurs.***

*» Enfin, **nous entrâmes tous** dans une grande pièce et les policiers **commencèrent à nous fouiller,** mais un officier de gendarmerie **ordonna : « Ne fouillez pas** l'Américain. » C'est **alors, quelques** secondes plus tard à peine, qu'Ève Deschamps-Paret, **après s'être rapprochée** de moi, me dit à voix basse : **« J'ai des documents** qui vont être très » **gênants, est-ce que je** peux vous les confier ? » Je lui **conseillai de les mettre dans** ma machine à écrire, qui était sur **une table à côté, et** c'est ce qu'elle fit. Par la suite, les gendarmes **nous emmenèrent** encore ailleurs et je restai seul avec les **cinq Algériens.***

*» Enfin, **on nous emmena** encore ailleurs et, cette fois, je fus séparé **de mes amis algériens,** que je ne devais plus revoir pendant **de longues années.** Je me trouvai enfermé dans une pièce avec deux policiers et là, j'ai eu droit à une fouille en règle sans que rien d'intéressant fût trouvé.*

Ils passèrent ensuite à la machine à écrire et à la vue des documents déposés par Ève Deschamps-Paret, les policiers dirent : « Bien, monsieur, vous savez beaucoup de » choses, n'est-ce pas ? D'où proviennent ces documents ? » Je ne pus que dire que je n'en savais rien, que je ne les avais jamais vus auparavant. C'est avec un vif intérêt qu'ils les lurent et j'ai su, plus tard, qu'ils comportaient les minutes du congrès de la vallée de la Soummam, congrès dont les Français n'avaient pas eu vent. Il y avait aussi un autre document très important qui contenait les instructions en vue de s'emparer d'un morceau du territoire algérien sis à la frontière marocaine afin d'y proclamer la République algérienne. Dans ce document, il était prévu que si l'armée française – à qui la chose eût été facile – chassait les Algériens de cette République miniature, alors ceux-ci pourraient se proclamer « gouvernement en exil ». Les documents saisis mentionnaient notamment toute une liste d'armes devant être fournies par diverses sources y compris le Maroc. Les policiers continuèrent à me harceler de questions et je demandai finalement à voir ces fameux documents. Ils me montrèrent une page où l'on stipulait la quantité d'armes que le Maroc s'engageait à fournir à cette future République, qui, en fait, ne vit jamais le jour.

Déclaration du journaliste américain Tom Brady recueillie par C.F.



L'avion décolla à 12 h 14 de Rabat et une escale était prévue, à 16 heures, à Palma de Majorque *(en haut)*. En cours de route, le commandant Gellier, chef de bord, reçut un message des autorités françaises lui enjoignant de gagner Alger *(en bas)*. Pour l'équipage du DC-3 le « suspense » commençait, pour quelques heures.

Ben Bella interrogé par la D.S.T.

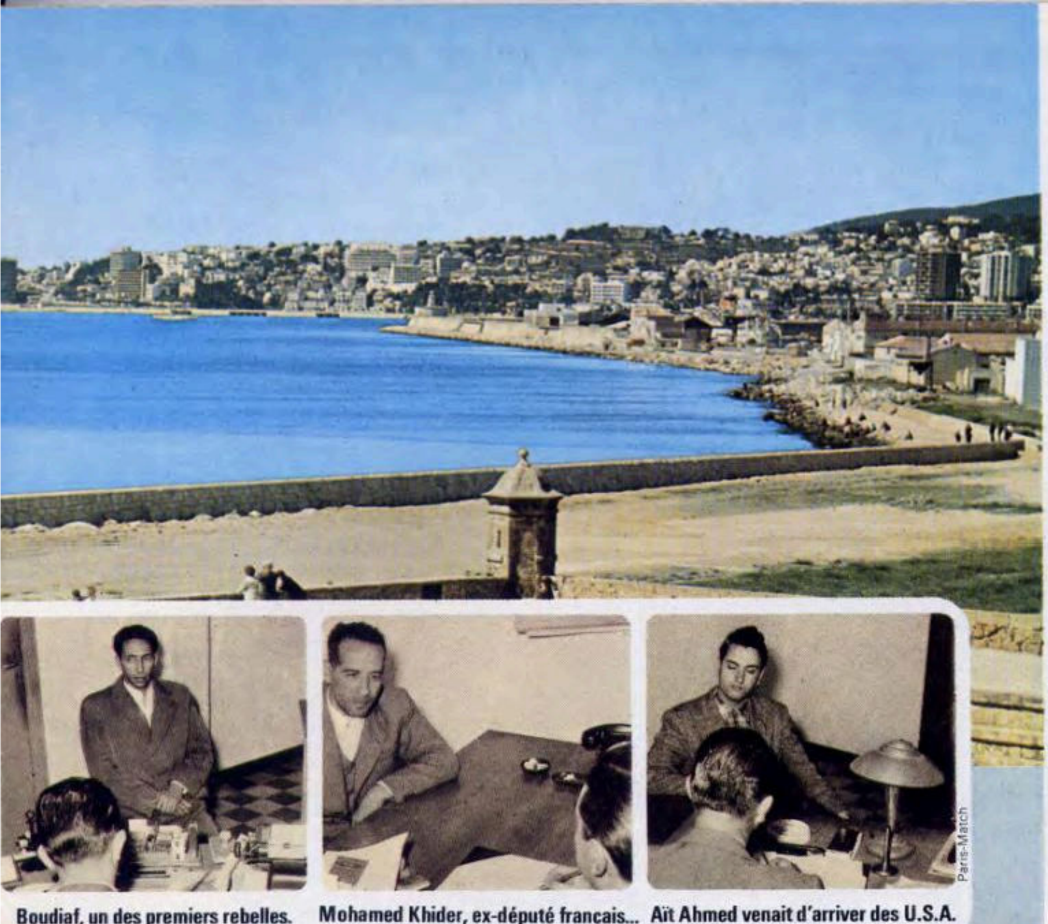
Lacheraf, ex-professeur d'histoi

et aussi, Aït Ahmed, Boudiaf, Lacheraf, Khider qu'on appelait : "la délégation extérieure"

l'absence de la France, une conférence à deux en conférence à trois.

Les circonstances et l'enthousiasme improvisateur des Nord-Africains vont faire que la conférence de Tunis sera, au contraire, entourée d'un maximum d'écho et d'éclat.

Premier incident contraire : l'affaire de l'*Athos*. Le 19 octobre, un cargo battant pavillon soudanais est arraisonné au large des côtes algéro-marocaines. On découvre qu'il transporte 70 tonnes d'armes chargées, quelques semaines plus tôt, à Alexandrie par des soldats égyptiens. En réalité, les services de renseignements français n'ignorent pas que ce cargo a été acheté, quelques mois auparavant, à son propriétaire anglais, par le sultan du Maroc et offert par celui-ci à Ben Bella lors de leur rencontre à Séville. Ben Bella avait projeté de rassembler le maximum d'armes dans le Nord-Est marocain pour préparer la création d'une « zone autonome » en Algérie. Il était en route pour réceptionner la cargaison dans la région de Nador quand, à son escale de Rome, il apprit l'arraisonnement de l'*Athos*. Il décida alors de rejoindre Khider, Aït Ahmed et Boudiaf à Tetuan, où ceux-ci devaient rencontrer le futur Hassan II, le prince



Boudiaf, un des premiers rebelles. Mohamed Khider, ex-député français... Aït Ahmed venait d'arriver des U.S.A.

Paris-Match

Holmès-Lebel



J.-M. Dorveaux

Moulay Hassan, car la rencontre de Rabat — et c'est là le deuxième imprévu — ne devait pas avoir lieu. C'est un excès de zèle du prince héritier — et peut-être une volonté de rivaliser avec Bourguiba — qui le fait inviter les quatre chefs F.L.N. à rejoindre avec lui la capitale marocaine.

Ben Bella et les " Services " français

Le samedi 20, dans l'après-midi, une première rencontre a lieu avec le sultan. Pas de spectacle ni de cérémonial. Mais les journalistes sont aux aguets et, à Paris, on apprend que les dirigeants du F.L.N. ont été reçus par le sultan. Une deuxième entrevue, suivie d'un communiqué, a lieu dans l'après-midi du dimanche 21.

Le lendemain matin, sur l'aérodrome de Rabat-Salé, l'agitation est grande. En bordure de la piste, de nombreuses délégations algériennes sont venues saluer leurs leaders. L'animation est telle que les cinq chefs algériens — les quatre « historiques » auxquels s'est joint presque par hasard Mostefa Lacheraf, ex-professeur d'histoire au lycée Louis-le-Grand et qui a gagné le Maroc trois semaines plus tôt — manquent se tromper d'avion en embarquant dans le courrier régulier Rabat-Oran.

L'avion qui les attend est un DC-3 bimoteur de 27 places appartenant à la compagnie chérifienne Air Maroc et spécialement affrété par le gouvernement marocain. Le sultan n'a pas voulu, en effet, que le gouvernement français pût lui reprocher d'avoir emmené dans son avion personnel, au-dessus de l'Algérie, les chefs du Front. Il sait qu'à Tunis, à sa descente d'avion, il sera accueilli par le corps diplomatique dont le doyen est M. de Leusse, ambassadeur de France.

Cette prudence sera fatale aux chefs algériens. Car, de l'autre côté de la frontière algérienne, on suit d'heure en heure ce qui se passe à Rabat. Et les nouvelles qui en parviennent font sur l'état-major d'Alger, que commande le général Lorillot, l'effet de la *muleta* sur le taureau. Ben Bella est, depuis 1947, la bête noire des services de sécurité français. Nul n'ignore le rôle qu'il joue au Caire et dans tout le Proche-Orient : celui de pourvoyeur en armes de la révolution algérienne. Ben Bella et trois autres dirigeants du F.L.N. passant en avion à quelques centaines de kilomètres d'Alger : l'occasion est vraiment trop belle. On pense encore au G.G. et dans l'armée qu'il suffit de « décapiter » la rébellion pour qu'elle s'éteigne. Le général Lorillot consulte, à Paris, Max Lejeune, secrétaire d'État socialiste aux Forces armées, à Bordeaux, Robert Lacoste. Il obtient sans peine leur feu vert.

Le voyage commençait bien

A 12 h 14, ce lundi, Ben Bella, Khider, Aït Ahmed, Boudiaf, Lacheraf montent dans le DC-3. Ils sont accompagnés de dix journalistes : Christiane Darbar, du journal marocain *Al-Istiqlal;* Eve Dechamps, de *France-Observateur*, Tom Brady, du *New York Times;* René Lery et six journalistes et photographes marocains. L'avion décolle. Une escale est prévue pour 16 heures à Palma de Majorque. L'avion arrivera à Tunis vers 21 heures... Le voyage est sans histoire. « Une atmosphère de gaieté régnait à bord, nous a rapporté Tom Brady. Très décontractés, les Algériens bavardaient avec nous, satisfaits de pouvoir bientôt prendre, à Tunis, une initiative susceptible de mettre fin à la guerre. » Et Eve Dechamps raconte comment Boudiaf envisage les futurs rapports de l'Algérie avec la France : « Il n'y a pas une solution marocaine, une solution tunisienne, une solution algérienne. Il y a une solution nord-africaine parce qu'il y a un problème nord-africain. Nous voulons faire une fédération des trois pays d'Afrique du Nord et, ensuite, conclure avec la France, une alliance étroite. »

Pendant que les « cinq » bavardent politique avec les journalistes, la tension monte dans le poste de pilotage. Le commandant Gellier vient de recevoir un message des autorités françaises lui enjoignant de gagner Alger. Devant ses hésitations, il lui est précisé que bien que propriété incontestable du gouvernement marocain, l'avion vole toujours sous le registre d'immatriculation français et porte sur ses ailes un numéro français précédé de la lettre signalétique F. L'autorité militaire ▶



J.-C. Lozouet

Tunis, où les arcs de triomphe étaient préparés pour la conférence au sommet à laquelle devaient assister, les 22 et 23 octobre, le sultan du Maroc et, en « observateurs », les voyageurs du DC-3 capturé en vol.

une capture qui aura des résultats lourds de conséquences...

est donc en droit de soumettre l'appareil à un contrôle aérien, fût-ce en espace libre. Explication peut-être légèrement « tirée par les cheveux », mais qui lève les scrupules du commandant Gellier et de son équipage — si tant est qu'ils en aient eu...

Opération Tintin

Au moment de l'atterrissage à Palma, Gellier avertit Rabat par radio et demande des instructions d'urgence à la compagnie. Le décollage est prévu pour 17 h 15. A 16 h 58, la compagnie donne l'ordre à l'équipage d'attendre sur place de nouvelles instructions. D'autres messages suivent : ordre formel de faire rester sur place avion, passagers et équipage. Mais ces instructions de Rabat n'atteindront jamais Palma. Elles sont en effet transmises par les voies de télécommunication fixes de l'aéronautique, empruntant le parcours Alger-Paris-Madrid-Palma. Les messages à l'avion sont arrêtés par la sécurité militaire.

La suite est bien connue.

On s'aperçut pourtant bientôt que la capture de l'avion de Ben Bella allait avoir les résultats inverses de ceux qu'en attendaient les partisans de l'Algérie française.

Certes, les humoristes — j'en faisais partie à l'époque — purent affirmer que la France avait sous la main des interlocuteurs valables pour le jour où elle déciderait vraiment d'entamer une négociation. « N'oubliez pas, affirma Bourguiba, que les Français ont l'habitude d'incarcérer leurs interlocuteurs avant de négocier avec eux. » Mais ce détournement contribua très certainement à intensifier et à prolonger une guerre dont la conférence de Tunis aurait sans doute pu hâter le règlement pacifique.

Mortifié par l'affront à lui infligé, Mohammed V décida d'intensifier son aide au F.L.N.

La capture et la mise hors circuit de la délégation extérieure du Front mirent fin au conflit latent entre « l'intérieur » et « l'extérieur » révélé par le congrès de la Soummam. Elles accrurent le prestige de Ben Bella et de ses compagnons tout en leur épargnant d'être mêlés aux difficultés qui devaient plus tard déchirer le F.L.N. Pendant et après Évian, ils purent s'ériger en arbitres et en maîtres, imposer des conditions devant lesquelles de Gaulle ne put que s'incliner.

Tout espoir de médiation du sultan et de Bourguiba, toute attente d'un compromis raisonnable, toute possibilité d'entretien entre émissaires qualifiés comme ceux de Belgrade ou de Rome fut définitivement écarté. Enfin, l'éclatante victoire des ultras d'Alger souligna l'impuissance du gouvernement de Paris. Devant le fait accompli, il se montra incapable de désavouer ses chefs militaires. La guerre civile qui menaça la France quelques années plus tard était en germe dans cette « opération Tintin », comme la baptisa, à l'époque, Jean-Marie Domenach. Elle charma les amateurs d'aventures, divertit les grands enfants, mais elle déboucha sur le néant politique pour plusieurs années. H

Robert BARRAT

Ben Bella arrêté : euphorie à Alger

Alger apprend la nouvelle, très tôt dans la matinée du 23 octobre 1956 : Ben Bella et une délégation du F.L.N., embarqués à Rabat à destination de Tunis, ont été contraints d'atterrir la veille, à Alger.

Quand les pieds-noirs apprennent par la radio et les journaux du matin, ce qui vient de se produire, ils s'imaginent tout bonnement que la guerre va prendre fin. Pour eux, le responsable de cette guerre, c'est Ben Bella, considéré alors, comme le véritable chef de la rébellion. D'ailleurs, il n'y a qu'à lire les inscriptions au goudron, qui s'étalent depuis quelques mois sur les murs de la ville : « Ben Bella au poteau ! », « Ben Bella assassin ! », « Fusillez Ben Bella ! »

C'est lui qu'on tient pour responsable des massacres d'Aïn-Abid et d'El-Halia, des bombes du Milk Bar et de la Cafeteria, des embuscades sur les routes, du saccage des fermes et des « broutilles » à la grenade et au pistolet dans les rues où se promènent des uniformes français.

Le reste du quintette : Aït Ahmed, Lacheraf, Khider, Bitat, ne dit rien à personne. On sait qu'ils font partie des « révolutionnaires de palace », qu'ils constituent en quelque sorte, puisque les journaux le disent, l' « état-major » du F.L.N. Chacun pense que, pour un beau coup de filet, c'est un beau coup de filet. Le F.L.N. décapité, tout va sans doute rentrer dans l'ordre. Alors, Alger laisse exploser sa joie. Dans la rue, les gens s'abordent avec des rires complices, des « tape-cinq », des commentaires à n'en plus finir. On ne parle que de ça ! Certains pieds-noirs diront :

— C'est la même atmosphère que le jour du débarquement américain !

Par certains côtés, par la soudaineté de l'événement et l'effet de surprise qu'il produit, c'est un peu vrai. Et puis ce qui plaît aux Français d'Algérie, c'est le côté « farce » de l'histoire. Ils ne savent pas encore qui a manigancé le coup, mais « c'est fort, non? ». A 9 heures du matin, plus de journaux. On les retrouve aux terrasses de l'Otomatic et des autres cafés de la ville, où la lecture se fait à haute voix, par groupes, coupée de fous rires, de commentaires, d'explications :

— La tête qu'ils ont dû faire ! Tu te rends compte ?

— Ils croyaient que c'était le comité d'accueil de Bourguiba et qu'est-ce qu'ils voient ? Des gendarmes !...

— On n'arrive pas à croire que c'est vrai ! Dire qu'ils ont passé la nuit à El-Biar...

Inlassablement on reprend l'histoire, depuis le début, pour en savourer chaque détail, et ce matin-là, Alger travaille peu, il faut bien l'avouer. Dans les bureaux, les autobus, sur les marchés, dans les cours de lycée, dans les chicanes des tramways, partout où les pieds-noirs rencontrent d'autres pieds-noirs, un nom est sur les lèvres, Ben Bella.

— On dirait Luis Mariano fatigué !

— Lacoste, cette fois, il a pas molli !

Brusquement, Lacoste devient l'homme de la Providence.

— Mais qu'est-ce qu'ils vont en faire ?

— Si c'était moi, ce serait vite fait !

Dans l'opinion courante, les cinq captifs seront jugés très vite et exécutés. Pendant quelques jours, cette opinion va se nourrir de nouvelles largement diffusées par la presse, portant sur les déclarations faites par Ben Bella aux policiers qui l'interrogent. Les titres sont énormes : Retentissement mondial de l'arrestation des chefs du F.L.N. – Guy Mollet : « Nous avions mis en garde la Tunisie et le Maroc contre toute immixtion. » – Ahmed Ben Bella : « Je ne veux pas mourir sous le ridicule. » – « Je n'ai pas voulu le massacre d'El-Halia. » – « Nous avons eu tort de mésestimer la France. »

L'Algérie européenne a soudain l'impression que la France se décide à employer la manière forte. Il faudra quelque temps pour que, derrière ces nuées d'optimisme, la vérité se dessine. En fait, le gouvernement français n'a fait que couvrir ce qu'une bonne partie de l'opinion française considère comme un « acte de piraterie », dont seuls quelques officiers et responsables de la Délégation générale ont eu l'initiative. Mais, le 24 octobre 1956, le Journal d'Alger, *qui se considère – ô combien ! – comme le plus libéral des journaux algérois, titre à la première page :* L'enlèvement du DC-3 est un chef-d'œuvre de maîtrise de l'armée de l'air. Il n'a été possible que grâce à la décision et au patriotisme de l'équipage.

Qu'on juge de l'état d'esprit du piéton de Bab-el-Oued ou de la rue Michelet en lisant ces lignes !...

Claude BERGER



Grévin

30 septembre 1956. Deux bombes viennent d'exploser à Alger. A 18 h 35, à la Caféteria, en face des facultés. A 18 h 35, au Milk-Bar, place Bugeaud, face à la Xe région militaire. La troisième, a été découverte à temps au Mauritania. Bilan : 4 morts et 52 blessés graves, dont des enfants qu'on devra amputer. Ce ne sont pas les premières bombes en quartier européen. Le 7 juillet 1956, un autobus avait explosé, avenue du 8-Novembre (7 blessés). Le 26 août, une autre bombe fit voler en éclats un poste à essence Beryl, 30, boulevard Carnot (10 blessés). Scènes d'horreur, qui vont devenir un spectacle courant.

F.L.N. : CHAPITRE DES BOMBES...

Le 2 août 1956, un tract diffusé clandestinement à Alger par le F.L.N. dénonce toute une série d'actions meurtrières commises depuis le printemps par des Européens disposant d'armes et d'explosifs.

Il met nommément en cause les commandos du mouvement ultra, l'O.R.A.F. (Organisation de la Résistance de l'Algérie Française).

L'ex-président de l'Assemblée algérienne, Abderrahmane Farès, écrit de son côté au ministre résidant Robert Lacoste : « Nous allons à la catastrophe. » ▶

▶ **F.L.N. CHAPITRE DES BOMBES...**

la guerre entre dans la Cité. La violence répond à la violence

Une semaine plus tard ces sombres prophéties se réalisent.

Dans la nuit du 9 au 10 août, très exactement à 0 h 2, trente kilos d'explosifs nitratés déposés par des hommes de l'O.R.A.F., font sauter une arcade dans la rue de Thèbes, en basse Casbah.

Yacef Saadi, qui accourt immédiatement sur les lieux et qui participe aux opérations de dégagement des corps, trouve, rue de Thèbes, une foule profondément traumatisée par l'horreur du spectacle qu'elle a sous les yeux. Chez certains Algériens, c'est la panique, d'autant que la rumeur selon laquelle « les Français ont miné la Casbah » se répand de ruelle en ruelle et fait fuir des familles entières, qui vont se réfugier chez des parents ou des amis dans d'autres quartiers d'Alger.

Le chef F.L.N. de la Casbah rassemble alors ses lieutenants et leur dit : « Il faut empêcher que la colère populaire ne dégénère en une explosion anarchique qui permettrait à nos adversaires toutes les provocations et qui se terminerait par une véritable hécatombe d'Algériens. Il faut canaliser la vague en annonçant une contre-offensive disciplinée du F.L.N. »

Pendant toute la nuit et au cours de la matinée du lendemain, ce mot d'ordre est effectivement appliqué par Yacef Saadi et ses adjoints, qui haranguent la foule au cours de meetings spontanés brièvement tenus dans des ruelles ou sur les terrasses des maisons.

Le chef F.L.N. de la Casbah fait déclencher également des « actions de choc » dans les quartiers qui entourent la ville musulmane. Dans l'après-midi du 10 août, des groupes de *fidayin* lancent onze grenades contre des bars fréquentés par des Européens, des postes de police et des camions militaires. Il n'y a pas de victimes, mais l'effet psychologique est atteint.

A la tombée de la nuit, Yacef Saadi peut faire état de ses contre-offensives au cours d'un « meeting central ». « Le F.L.N. venge la Casbah, il rend coup pour coup, déclare-t-il. Aujourd'hui, notre riposte a été prompte et dure, et elle ne fait que commencer. La guerre se déroule ici aussi,



◀ **A la Caféteria, le garçon vient d'avoir la main déchiquetée par un éclat. La bombe a été déposée par une recrue de Yacef Saadi : une jeune fille, Samia Lakhdari. Sa mère l'accompagnait.**

Au Milk-Bar, le 30 septembre 1956, soir même de l'attentat. Il n'en reste pratiquement plus rien, sinon les murs. Toute la salle, le bar, ont été pulvérisés. La salle était bondée. ▶

Rolando

Témoignage : « ... Aucune torture infligée à des adultes ne rachète le

Les terroristes du F.L.N. frappaient de jour et de nuit. Un père nous raconte comment il apprit à son bureau que ses enfants avaient été blessés; un jour de semaine comme les autres.

12 NOVEMBRE 1956 - 17 heures

A cette minute, j'émerge d'un travail absorbant sous l'interpellation familière de ma secrétaire. Sa voix altérée réveille l'angoisse oubliée. Elle est devant moi, très pâle, et n'ose plus un mot. Le drame est là !...

— Je vous en prie, parlez ! Il le faut !

— Votre femme vient de téléphoner... vos filles... une bombe dans l'autobus... elles sont blessées mais vivantes. C'est la vérité. Vivantes !

Mon Dieu ! Dans une course folle, je fonce pied au plancher, avertisseur bloqué. Depuis Bab-el-Oued, les rues, les quais défilent, les feux, les flics plus rien n'existe, plus rien que des pensées affreuses que je rejette de toutes mes forces.

Sous les arbres de l'allée de l'hôpital, encombrée de voitures, je stoppe brutalement, capot contre le mur. Je fends la foule bariolée, agglutinée à la porte dans l'attente de nouvelles. Je la sens anxieuse et tendue mais elle s'écarte sans protester devant les visages douloureux des proches. Européens et musulmans sont mêlés mais tous sont silencieux. Une main me désigne une porte devant laquelle stationnent encore des ambulances. J'entre. L'immense salle de garde ressemble à un abattoir. Les gémissements et l'odeur sont atroces. Les brancards sont alignés, déjà des draps, aux larges taches étalées, recouvrent des formes humaines; des grandes et des petites. De si petites ! Pour tous les autres, des plaies béantes s'offrent sans pudeur pour former une affreuse vision de cauchemar. Les visages sont cireux, les blouses et les bottes blanches circulent, efficaces, seringue en main, toutes les salles sont pleines.

J'entrevois un visage de jeune femme, sombre regard qui brille et qui croise le mien, j'y lis un vague reproche, moi, l'homme intact dans l'antichambre de la mort. Elle est horriblement mutilée, un morceau de chair dépasse sous une jupe effroyablement effrangée, une main pend, sectionnée aux trois quarts et le corsage est ouvert sur un sein déchiré.

Robert, 12 ans : deux horribles moignons

Je change de salle. Toujours du sang. Je ne trouve guère que des femmes et des enfants, de tout jeunes enfants. Enfin, tout au bout d'un couloir, assise sur une chaise, toute seule, droite, fière, ma fille aînée, les jambes ruisselantes de sang.

— Papa ! Oh ! papa ! moi ce n'est rien, tu sais, ce n'est rien, mais c'est Joëlle.

— Courage ma chérie ! on va vous tirer de là. Où est ta sœur ?

— Sur une table, là, derrière la porte.

— Où est ta maman ?

— Elle est partie téléphoner pour nous conduire à la clinique d'Andrée.

Il faut que je me décide à pousser cette porte, seul... Je ne vois d'abord que le visage de ma petite fille. Heureusement, elle n'a pas cette teinte affreuse que je redoutais tant. Tout son petit corps est secoué d'un tremblement convulsif et intense. Elle n'est pas évanouie et me murmure qu'elle n'a pas trop mal. La respiration coupée, je soulève le drap qui la couvre, je vois en un instant l'étendue des dégâts : des jambes criblées, avec une énorme plaie, un large lambeau de chair arraché comme avec des tenailles. Jusqu'au pubis, partout des plaies baignées de sang et de gasoil. Tout ce qui n'est pas rouge est noirâtre. Sourire à sa petite fille quand on vient de voir cela est difficile. Une sourde rage m'envahit.

Je cherche ma femme. Dans ces minutes qui me paraissent des siècles, je cours partout, affolé. Je la trouve enfin, pleine de désespoir. Impossible d'avoir une place à la clinique que dirige sa cousine à Maison-Carrée, des blessés arrivent de partout. L'hôpital lui fait peur, atrocement peur, elle veut sauver ses enfants en entier. Après les premiers soins, nous attendrons longtemps avant que l'on s'occupe de nos petites, mais c'est la gravité des cas qui guide les chirurgiens, pas la couleur de la peau. D'ailleurs, elles sont toutes pareilles, les peaux, sanglantes et noires. La chair mutilée partout se ressemble.

Nous restons la main dans la main de nos filles. Que faut-il dire à des enfants martyrisées ? Puis on nous les emporte. Comment allons-nous les revoir ? Cela dure... dure !... Des infirmières passent; des enfants, encore des enfants sur des chariots ou dans les bras. A tous, il manque quelque membre. Un tout petit, trois ans peut-être, avec une jambe coupée très haut dans la cuisse. Quelle horreur ! Et les scènes déchirantes, les pleurs, les cris des mères folles de chagrin que seule apaise une piqûre.

C'est tard dans la nuit que notre grande fille revient, endormie, de la salle d'opération. Avec l'aide de ma femme, une infirmière la couche dans son lit.

— Pour elle, ne soyez pas inquiets, j'ai vu l'éclat, à un

Rolando

dans la Casbah, et elle va être de plus en plus terrible. Dans l'immédiat, il faut empêcher nos ennemis de faire exploser d'autres bombes. Il faut organiser nous-mêmes la surveillance. »

Yacef Saadi annonce alors un certain nombre de mesures qui devront entrer en application dès le lendemain :

1) Le couvre-feu F.L.N. commence à 23 heures (et non pas à minuit comme pour l'ensemble de l'Algérie). A partir de cette heure, toutes les rues doivent être désertes et les déplacements d'urgence — par exemple, pour des soins à apporter à un malade — doivent se faire selon un itinéraire communiqué à l'avance aux groupes du F.L.N.;

2) Les habitants de la Casbah doivent assurer à tour de rôle une mission de guet sur les terrasses. Tout suspect repéré doit être abattu s'il ne répond pas aux sommations. Celui qui tenterait de déposer une bombe devrait être ainsi liquidé avant d'avoir eu le temps d'opérer.

» Des événements comme ceux que nous vivons, poursuit le leader F.L.N., sont positifs dans la mesure où ils poussent la population à se rassembler autour du F.L.N., mais nous devrions les considérer comme négatifs si cette population avait l'impression que nos réactions sont lentes et molles. L'ennemi frappe de plus en plus fort. Nous devons frapper encore plus fort que lui et très vite. C'est une nécessité

(Suite page 812.)

martyre des enfants. »

millimètre de l'artère! Mais nos chirurgiens sont merveilleux.

Bien plus tard encore, combien? le temps des cheveux blancs, je crois, c'est enfin la petite! Les deux jambes sont là! Nous osons respirer, mais notre angoisse durera encore de longs jours.

Nous voyons encore arriver le petit Robert, douze ans! Pour lui, c'est le martyre d'une vie qui commence. Pour l'instant, il a ses deux jambes, mais quand nous enlèverons nos filles, longtemps après, il n'aura plus que deux horribles moignons et souffrira chaque jour comme un damné.

Maintenant, j'accuse !

Et maintenant, j'accuse!

Et non seulement j'accuse, mais j'affirme que dans ce jour de terreur, ces hommes agissant sous le couvert du nationalisme se sont conduits exactement comme des bourreaux nazis. Ils se sont vengés de leur humiliation sur de petits enfants, symbole de l'innocence, avec une préméditation diabolique et précise, ne leur laissant aucune chance, sans souci, d'ailleurs, du sang de leurs propres enfants. J'affirme que ceux ou celles qui les excusent sont leurs complices, sinon dans les faits, du moins dans l'intention comme Mme Tillion.

En ce temps-là, Massu était encore inconnu pour le peuple d'Alger et il n'avait pas nettoyé la ville.

Quand les poseurs de bombes du 12 novembre ont choisi leur lieu et leur heure, aucun d'eux ne peut dire qu'il ne savait pas ce qu'il allait faire ce jour-là.

J'affirme qu'aucune torture infligée à des adultes ne rachète le martyre infligé à des enfants.

Lucien BIGATA

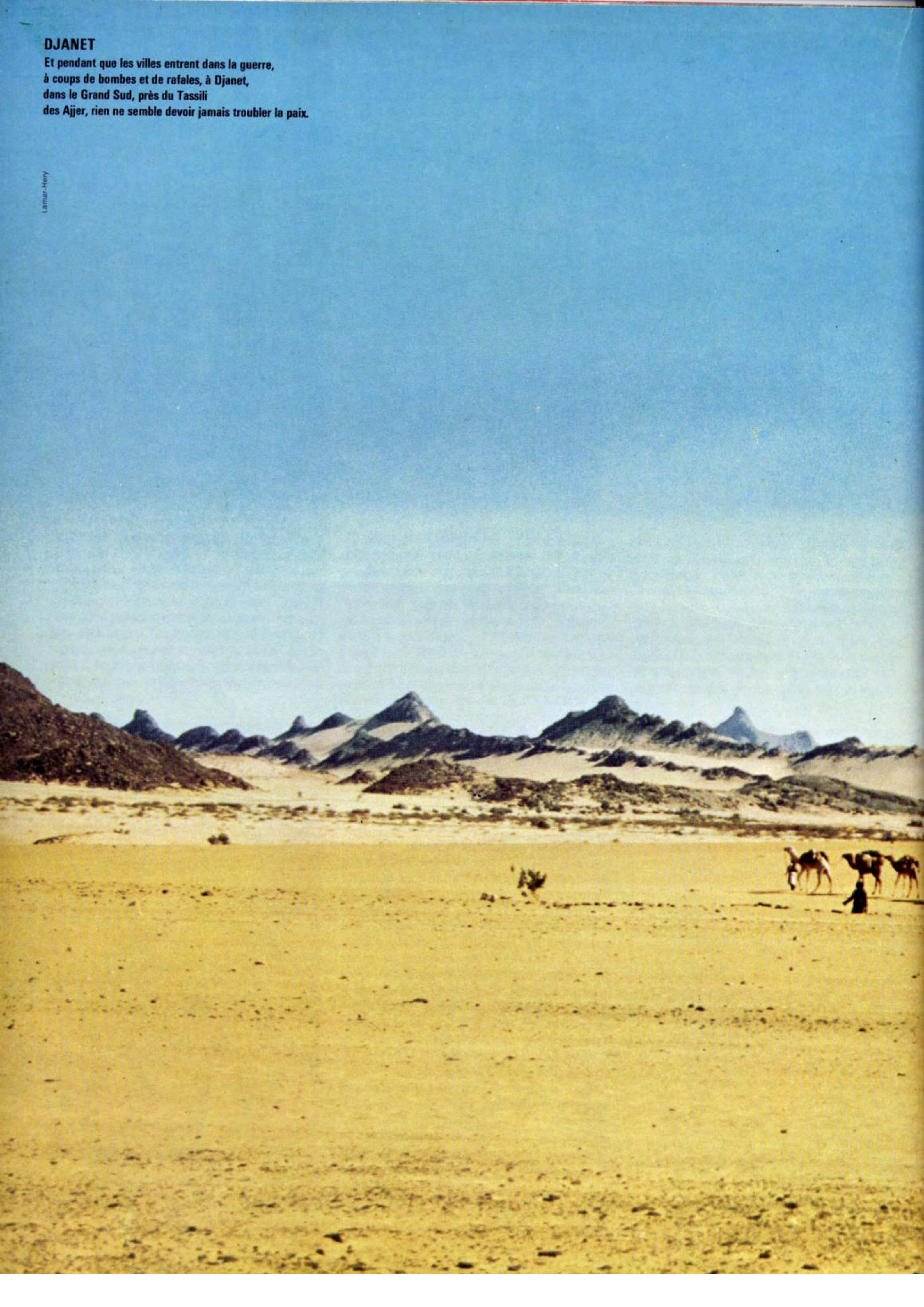
Abane Ramdane scandalisé

C'est dans ce nouveau climat — extrêmement tendu — que se tient, le 13 août, une réunion de la direction F.L.N. d'Alger. L'intervention d'Abane Ramdane est concluante :

« Cette fois, la mesure est comble! Non seulement les autorités françaises n'arrêtent pas les auteurs du massacre de la rue de Thèbes, alors que le Gouvernement général connaît parfaitement les responsables, mais elles minimisent scandaleusement la portée de ce crime. Elles laissent entendre que les maisons ont pu être « soufflées » à la suite de l'explosion accidentelle d'une bouteille de gaz butane. *L'Écho d'Alger* n'a consacré que quelques lignes à ce qui s'est passé, avec ces commentaires : « On pense qu'il s'agit d'un épisode de la lutte entre membres du F.L.N. et messalistes. » Même *le Monde* parle de « l'hypothèse d'une manipulation hasardeuse dans un dépôt clandestin d'explosifs ». Non seulement on nous tue, mais on se moque de nous...



▲ **La Caféteria. Elle sautera deux fois. C'est le lieu de réunion des jeunes Algérois, en face d'un autre pôle d'attraction : l'Otomatic, P.C. des étudiants.**



DJANET

Et pendant que les villes entrent dans la guerre, à coups de bombes et de rafales, à Djanet, dans le Grand Sud, près du Tassili des Ajjer, rien ne semble devoir jamais troubler la paix.

Lamar-Hery

HISTORIA
magazine
Supplément au numéro 219

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Nos lecteurs écrivent...


Coll. particulière

Le lieutenant-colonel Jeanpierre, Maixentais, résistant, déporté, entré vivant dans la légende de la légion étrangère.

L'ABONDANT courrier que nous continuons de recevoir confirme l'excellent accueil qu'un vaste public, appartenant à tous les milieux, a réservé à notre publication. Nous avons décidé, pour ces nouveaux extraits que nous présentons aujourd'hui, de retenir les sujets qui nous ont paru intéresser plus particulièrement nos correspondants nombreux, souvent passionnés mais, pour la grande majorité, faisant preuve d'une objectivité remarquable.

A l'organisation du Front de libération nationale au cours des années 1954-1956, présentée à nos lecteurs dans nos premiers numéros, fera suite maintenant le récit des années décisives marquées, dès 1957, par l'arrivée des renforts, la bataille d'Alger et des frontières, la pacification. Chefs civils et militaires, acteurs ou témoins de ces événements nous apporteront leur concours.

Nous souhaiterions ajouter à ces récits historiques des témoignages personnels : les vôtres. Nous publierons ceux qui auront été retenus ; ils illustreront les textes de synthèse.

Enfin, toute l'équipe d'*Historia Magazine* remercie vivement les centaines de lecteurs de toute nationalité qui ont bien voulu nous confier leurs collections privées. Les documents qu'ils ont mis à notre disposition, et qui leur seront évidemment retournés, nous ont permis d'illustrer d'images inédites et souvent d'une qualité exceptionnelle notre hebdomadaire « La Guerre d'Algérie ». H

Précisions pour l'Histoire...

Le n° 202 (9) d' « Historia Magazine » me prête des paroles et des intentions qui n'ont jamais été les miennes, sur le problème des « contacts » ou des « négociations » que j'ai, en effet, pris ou menées en 1955. Je tiens à préciser que je n'ai pas dit à Ben Khedda, à la prison de Barberousse : « La France devra un jour discuter, elle ne le fera jamais avec des assassins, mais elle peut parler avec vous qui êtes des modérés, des gens de culture française. » Je ne l'ai pas dit, parce que je ne l'ai jamais pensé. Sinon, pourquoi serais-je allé voir Mostefa Ben Boulaïd à Tunis ? Qui donc, me connaissant, pourrait soutenir que je rejette, *a priori*, les Algériens de culture arabe ? D'autre part, pourquoi prétendre que j'étais, en 1955, « artisan » d'une politique « de troisième force » lorsque, dans d'autres numéros, vous avez justement écrit que j'avais proposé à Soustelle « une négociation [...] du type tunisien », puis que j'avais démissionné en exprimant précisément mon désaccord sur la politique dite d'intégration ? J'aimerais enfin rappeler que je suis responsable de la mise en liberté provisoire de vingt-deux détenus politiques, dont certains joueront un rôle important dans les structures du F.L.N., et que, dans le numéro de septembre 1955 d'*Esprit*, j'ai salué, à propos de l'Algérie, « la naissance d'une nation ».

Vincent Monteil

★

... Dans votre numéro 200, vous écrivez que « la promotion du commissaire Benhamou à la tête du commissariat central ouvrit la crise Soustelle-Borgeaud.

Or, la nomination au poste d'Alger de M. Benhamou est intervenue par arrêté du gouverneur général Léonard en date du 24 juin 1954.

Par ailleurs, je pense qu'il faut laisser à Albert Paul Lentin, auteur de l'article « le Plan Soustelle. Est-il déjà trop tard ? » toute la responsabilité des propos que M. Borgeaud aurait tenus en apprenant la décision de l'Administration affectant M. Benhamou à son nouveau poste...

M. J. L..., 75-Paris



Nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954

A 0 h 2, M. Georges-Samuel Azoulay, 28 ans, propriétaire du taxi-automobile Peugeot 403 noir n° 47, attendait à sa station habituelle, rue du Cercle-Militaire, à Oran, lorsqu'un individu (musulman) demanda au conducteur de le conduire à Eckmühl (quartier de la ville).

En cours de route, l'individu lui demanda de se rendre à la poudrière d'Eckmühl (magasin à munitions de l'armée). M. Azoulay refusa catégoriquement et s'arrêta.

Alors, le « client » sortit un revolver et, de trois coups, tua le chauffeur (y compris un coup de grâce dans la tête), jeta le corps à terre (dans une rue du faubourg Maraval), se mit « au volant » et alla tenter d'attaquer la sentinelle de garde à la poudrière, sans réussir.

L'auteur des faits fut arrêté quelques semaines plus tard dans un douar, la Mare-d'Eau (près de Saint-Denis-du-Sig), et avoua. Il s'agit de Chriet ou Chérif. Le taxi fut retrouvé, abandonné, dans une rue du quartier.

M. H. L..., 06-Nice



Coll. particulière

Le commissaire Germain Benhamou. Il était commissaire central d'Alger quand éclata l'insurrection en Algérie.

... Le vendredi soir 5 novembre 1954, il y a plus de dix-sept ans aujourd'hui, François Braun, garde forestier à la Mare-d'Eau, commune de Saint-Denis-du-Sig, département d'Oran, va se mettre à table avec sa femme et sa deuxième fille.

Il a cinquante-huit ans. Bientôt, il demandera sa mise à la retraite et pourra aller prendre un repos bien gagné dans son village natal, Georges-Clemenceau. Soudain, la porte est enfoncée, des coups de feu claquent.

Quand Mme Braun et sa fille, qui vaquaient à la cuisine, se précipitent, elles voient fuir les assassins et, sur le sol, François Braun n'est plus qu'un cadavre.

Ce crime a eu un retentissement énorme dans la région et plus particulièrement parmi les agents des Eaux et Forêts et de Défense et restauration des sols.

L'inhumation eut lieu à Georges-Clemenceau, le dimanche 7 novembre dans la matinée, au milieu d'une foule énorme d'amis et de collègues. Plusieurs discours furent prononcés. Pourtant, le crime, perpétré cinq jours après la Toussaint rouge, souleva une grosse émotion et relança dans l'opinion, tant européenne que musulmane, la psychose de la révolte. Pourquoi alors cette omission ?

Les communautés réunies


Coll. Azam

Année scolaire 1958-1959 : jeunes Français et musulmans, élèves de la classe de 4ᵉ (Collège Guillemin).

... L'article du général Beaufre appelle de ma part la rectification suivante au paragraphe : « La sous-administration, meilleure arme du F.L.N. ».

L'administrateur de commune mixte, devenu administrateur des services civils de l'Algérie, était généralement assisté dans sa tâche très lourde d'un ou deux administrateurs adjoints et d'un personnel administratif ou technique français et musulman (secrétaire, secrétaire adjoint, commis, commis interprète *(rhodya)*, architecte voyer, chef de travaux, agents techniques et comptables des sociétés algériennes de prévoyance, etc.), d'un médecin de la Santé publique, d'un auxiliaire médical et de cavaliers de commune mixte *(daïra* ou *mokhazni)*.

Le territoire de la commune mixte, souvent très vaste, était composé de douars ayant chacun à sa tête un caïd, aidé dans son travail par un *rhodya* de douar et un garde champêtre, généralement ancien militaire (emploi réservé).

Le douar comprenait des fractions. Chacune de celles-ci était placée sous la responsabilité d'un chef de fraction appelé *ouakaf* ou parfois caporal.

L'administrateur avait également une sorte de conseil municipal sous sa coupe. C'était la commission municipale, au sein de laquelle siégeaient des musulmans et des Français résidant sur le territoire de la commune mixte. Elle se réunissait périodiquement et avait voix consultative et délibérative...

M. P. M..., 83-Toulon

★

... Sur la carte qui illustre cet article (n° 202, page 261), figure une photo du général Spillmann avec cette légende : « Commandant le corps d'armée de Constantine au moment de la loi d'urgence ». Or :

1) le corps d'armée de Constantine n'existait pas à cette date, il ne sera créé, ainsi que les corps d'armée d'Alger et d'Oran, qu'en 1957 ;

2) le général Spillmann ne commandait pas la division de Constantine en avril 1955 : il avait été appelé à Paris dès le 28 février comme chef du cabinet militaire d'Edgar Faure, nouveau président du Conseil. C'est le général Allard qui lui avait succédé et exerçait ce commandement depuis le 10 mars. Or la loi d'urgence n'a été votée que le 3 avril et promulguée du 6 au 10.

Dès la mise en application des dispositions de la loi en vigueur, le général Allard s'éleva contre son champ d'application limité au seul Constantinois et réclama son extension à la totalité du département...

J. P..., 75-Paris

★

... Cela dit, je trouve un peu rapide le bilan de la guerre d'Algérie tel que le présente un de vos collaborateurs du n° 202, à la page 266 (soit 214 542 morts français et 1 million de morts algériens).

Nous avons à ce sujet, et fort récemment, une étude très intéressante faite par le professeur Yacono de l'université de Toulouse à la p. 118 de son petit livre *les Étapes de la décolonisation française* (« Que sais-je ? » n° 428).

Voici les chiffres qu'il fournit. Pour les tués au combat des forces françaises — y compris la légion et les musulmans : 32 000. Pour les victimes des attentats (bilan établi au moment des accords d'Évian) : 3 663 tués ou disparus chez les Européens ; 29 674 pour les musulmans. Le professeur Yacono ajoute qu'il faut compter avec « les milliers de disparus après le 19 mars et les massacres de harkis et de partisans de l'Algérie française après l'indépendance » (à ce sujet l'historien J. Ganiage qui parle de « terreur verte » donne le chiffre de 100 000 exécutés dans *l'Afrique au XXᵉ siècle*, Sirey éditeur, Paris, 1966).

Quant au million de morts (que l'on augmente jusqu'à 1 500 000, voire 3 millions), voici le calcul de M. Yacono. Il fait remarquer que les inscrits au référendum du 1ᵉʳ juillet étaient de 6 549 000 (alors que la population musulmane algérienne totale était de 8 364 000 en 1954) et que le recensement de 1966 fait apparaître un accroissement de 3 500 000 musulmans « en moins de douze ans, dont les sept années et demie de guerre » et il propose : 140 000 ▶

La vérité des deux côtés...

à 150 000 tués pour les combattants du F.L.N.

Certes, je sais la difficulté d'être précis et impartial dans ce domaine mais pour avoir moi-même, à un certain moment de mon service militaire dans le Constantinois (années 60-62), comptabilisé les pertes des uns et des autres, je sais par expérience combien les chiffres que cite votre collaborateur sont « gonflés » pour des raisons où l'histoire n'a rien à voir mais où la politique joue un très grand rôle.

Après tout, et sauf à certains moments, la guerre d'Algérie fut une guérilla, cruelle, certes, et éprouvante, mais dont les victimes ne peuvent être totalisées, comme celles d'un bombardement aérien ou d'un barrage d'artillerie. Plus de 200 000 morts français, cela dépasserait les victimes françaises d'un conflit que vous devez bien connaître : le conflit indochinois (45-54), qui eut une tout autre ampleur...

M. J.-P. A..., 60-Beauvais

[*Les évaluations données par notre collaborateur n'engageaient que lui. Nous présenterons au terme de notre* Histoire de la guerre d'Algérie *les plus récentes statistiques. Les chiffres se rapprochent effectivement de ceux de M. Yacono (N.D.L.R.).*]



... Vous passez sous silence qu'en 1955 aussi, nos jeunes pieds-noirs et musulmans ont été rappelés pour effectuer une période de 7 ou 8 mois au titre de la pacification. Ces jeunes ont partagé les guitounes avec les musulmans et vous savez les tueries qui se sont ensuivies...

Mme C. G..., 31-Toulouse



... A savoir que l'agent Bo Léon, bien que touché grièvement, n'est pas décédé, et que c'est lui qui tira sur Hanafi, qui décédait par la suite (page 271).



Coll. J. Gérard

Pacification en Algérie : femmes et enfants devant « l'assistance médicale ».

Mon rôle, agent Carray, ne fut qu'un rôle de défense, qui ne me permit pas de toucher l'adversaire, qui prit seulement la fuite...

Sous-brigadier Roger Carray, 83-Toulon



... Par ailleurs (numéro 10, page 299), dans l'article de Jean Finois sur Germaine Tillion, il est dit : « Le secrétaire général du G.G., Maurice Cuttoli, fils de l'ancien député maire de Philippeville... » alors que Maurice Cuttoli était le neveu du *sénateur* maire Paul Cuttoli...

M. G. P..., 47-Bon-Encontre



... D'autre part, vous faites état de la rébellion à partir du 1er novembre 1954. L'événement ne vaut que par l'exploitation journalistique qui en a été faite, à mon avis. Expliquez-moi, en effet, pourquoi le 1er janvier 1953, lors de ma prise de commandement du 6e B.T.A. à Tlemcen, le stationnement de mes unités était le suivant :

– P.C. et trois compagnies à Tlemcen ;

– Une compagnie à Marnia ;

– Un détachement à Sebdou-El-Aricha ;

– Une section d'intervention dans l'Aurès...

M. J. P..., 66-Perpignan



... Pourquoi, cher monsieur, vouliez-vous prendre l'eau à la ferme ? Parce qu'elle vous semblait fraîche ? Mais la ville vous en fournissait à volonté, aussi fraîche que celle de la ferme au moment où vous la preniez. Le cadenas sur la pompe ne vous concernait certainement pas : il bloquait le système de mise en marche, comme cela se fait en de nombreux endroits, tant en France qu'en Algérie, quand il s'agit de puits, et surtout en Algérie où vous ignorez sans doute que les puits des fermes ne servent, bien souvent, qu'à l'irrigation et qu'ils s'assèchent très vite. On pompe le soir et le matin, et le puits se remplit au cours de la nuit et de la journée ; et quand le propriétaire arrosait, il était loin de penser à

vous, puisqu'il savait que vous ne manquiez pas d'eau.

En 1960, dans la banlieue de Philippeville, une batterie d'artillerie s'installe, puis un détachement d'hélicoptères. L'eau potable est fournie, d'une part, par la ville, d'autre part, par la base aérienne militaire – transport par citernes restant en plein soleil. L'eau n'était donc guère plus fraîche que la vôtre. Et pourtant, à 100 mètres, l'eau fraîche coulait en abondance pour arroser les jardins des villas. J'étais dans une de ces villas, je suis donc un s...

M. J. R..., 33-Mérignac



... A l'occasion du dernier 11 novembre, l'O.R.T.F. a projeté une séquence dans laquelle elle présentait un petit village de Lorraine qui avait eu le plus grand nombre de morts (proportionnellement à ses combattants) durant la guerre de 1914-1918.

Cette information est inexacte. Le village qui eut ce privilège est un village du département d'Oran nommé La Stidia. A telle enseigne que Georges Clemenceau avait tenu, après 1918, à lui donner son nom.

Ce village était formé à 90 % de descendants de Français d'Alsace qui avaient opté pour la France en 1870. Il n'était pas rare, en Oranie, et en particulier à La Stidia, ou encore à Manonviller (dans le département d'Alger) avant 1914, d'entendre « les anciens » parler en patois alsacien...

M. J.-C. K..., 13-Marseille



Un ancien combattant musulman, ex-tambour, reçu par les tirailleurs.



Coll. J. Gérard

Ferme d'Oranie : des zouaves en cantonnement – pour la photo-souvenir.



... La lettre de l'un de vos lecteurs, dans le supplément « Opinion... » de votre numéro 203 m'a fait bondir, et je voudrais répondre à ce monsieur par une histoire aussi semblable en sa forme que différente sur le fond.

Les faits remontent à douze ou treize ans. Pour nous aussi, c'était, c'est et ce sera toujours non pas hier mais aujourd'hui. Un camp militaire était installé à peu de distance de la petite ferme où nous vivions et où mon père était employé, car la région était peu sûre, malgré la très proche présence d'Alger (30 km à peine), en pleine Mitidja.

Des patrouilles traversaient journellement la ferme et l'eau transportée dans les gourdes des soldats, au bout de quelques heures de marche, était, bien sûr, imbuvable. Chez nous aussi il y avait un puits en plein centre de la cour, bien frais, bien profond, bien clos. Il y avait aussi de quoi le faire marcher. Notre langage technique de l'époque n'allait pas jusqu'à disjoncter le contacteur; nous disions que nous poussions le bouton... La fée Électricité faisait le reste. Ce n'était pas non plus une ferme « modèle », juste une honnête petite ferme équipée peu à peu. Mais le soleil éclatant, le ciel bleu, des fleurs dans tous les coins, des gosses partout qui riaient comme on respire, quel luxe, en effet, pour le frais débarqué de la banlieue nord de Paris... Bref, passons, nous n'y pouvions rien...

....

Un second extrait de lettre suit heureusement le premier. Comme cet autre lecteur, j'espère que votre revue fera disparaître tout un lot d'idées reçues, aussi fausses que bien ancrées. Je dis bien « fera », car jusqu'à nouvel ordre, il ne semble pas qu'elle en ait pris le chemin. Certains articles ressemblent davantage à un déversement de bile qu'au respect d'une impartialité objective. « J'étais une guerre civile », par exemple : comment expliquez-vous qu'un gamin en culotte courte d'une époque si récente, qui fait état, devenu homme, de sentiments aigris, violents, puisse être ▶

Opinions...



Coll. particulière

L'Algérie, ce n'était pas toujours du soleil. Témoin cette photo prise à Azazga (Grande Kabylie) où les hivers étaient souvent enneigés et rigoureux.

choisi comme « témoin » par une revue qui se prétend sincère, vraie, honnête, objective, sans concessions à l'un ou l'autre pays (je cite vos propres paroles d'introduction au supplément du n° 203)? Objectif? Certainement pas, du fait de la passion. Vrai? Je ne prétends pas juger personnellement de sentiments stricts qui ne peuvent en aucun cas, et surtout pas dans un cas aussi particulier, servir de témoins de l'Histoire. Sincère, vrai? Mais, dites-moi, si je comprends bien, votre auteur, malgré la nette orientation prise au sortir de son enfance divisée, entend bien profiter aussi des avantages de l'autre bord? Peut-être même vit-il en France...

Mme M. F..., 11-Palaja

★

... Cependant, dans le dernier numéro - 203 - s'est ouverte la rubrique des lecteurs et un article émanant d'un certain M. J.-P. B., Chatou, m'a particulièrement choqué.

Parce que je connais trop la région. Comment un ancien militaire peut-il prétendre qu'il lui a été refusé de l'eau dans l'une quelconque des fermes? Je connais tout le monde et je me porte garant au nom de tous. Ce que ce militaire ne savait peut-être pas, c'est que l'eau des puits, dans cette région, n'était pas potable. Mais cela, vous, vous le savez. Tous les fermiers alentour se ravitaillaient eux-mêmes en eau potable à la seule fontaine d'eau douce, celle de la source du village de Général-Gouraud, et par le même procédé – citernes à eau – et s'ils voulaient boire frais, ils enroulaient leurs précieuses bouteilles dans un linge mouillé. Voilà tout. Même dans les fermes les plus modernes comme par exemple celle de M. de Calan...

M. P. V..., 06-Nice

... Je suis pied-noir, parce que née en Algérie (mon père est alsacien). Je suis une fervente lectrice de votre hebdomadaire et en lisant « les opinions » (n° 203), il m'a paru bon de répondre à Mme B..., 06-Cagnes-sur-Mer.

Je crois que cette dame cherche à entretenir les idées reçues. J'ai vécu en Algérie dans les grandes villes : Alger, Oran et aussi dans de petits villages, Saoula, Birmandreïs, et j'ai fréquenté les écoles; jamais je n'ai entendu les propos que vous citez. J'ai eu des amies musulmanes qui étaient pour moi des sœurs, que j'ai gardées même après mon mariage et même pendant la guerre d'Algérie, qui me prévenaient lorsque le F.L.N. devait agir et que j'avertissais lorsque j'étais au courant de certains actes O.A.S. J'ai été en classe avec Djenina Messali, la fille du leader du P.P.A., à la cité Bitch, exactement rue Dupetit-Thouars, et j'étais amie avec elle. Jamais je ne l'ai traitée de « sale bicote », pas plus que d'autres musulmanes.

Cependant, bien sûr, il y a eu des heurts, comme partout. Comme il y en a eu entre pieds-noirs. Cela est normal. De là à en faire une généralité, je trouve cela odieux...

Mme D. V..., 13-Marseille (12e)

★

... 1) Il est inexact que les deux brigades de spahis d'Allemagne et de métropole aient été dirigées sur le Maroc en 1925-1926 et aient pris par conséquent, une part active à la campagne contre Abd el-Krim;

2) Lors de la capture de celui-ci par l'escadron Plantin, il n'y avait que le 1er groupe d'escadrons du 8e régiment de spahis, arrivé récemment de Tlemcen (2e spahis) par le truchement de la relève. L'autre escadron de ce groupe, commandé par le capitaine de Mazerat (auquel j'appartenais), avait été mis en réserve ce jour-

là. Mazerat et Plantin furent d'ailleurs tués l'un et l'autre, quelques jours après, au combat des Ouled-Ali, dans la « tache de Taza », ainsi que le capitaine Baudot, commandant un escadron du 23[e] spahis marocains, venu en renfort, soit le 18 juillet 1926.

M. A. J..., 66-Perpignan

★

... Je réponds tout d'abord à l'article de Gabriel Clavel (votre n° 1) et à la lettre B... à Cagnes-sur-Mer (votre n° 10).

Je ne veux pas mettre en doute la véracité du contenu de leurs déclarations sans attacher trop d'importance à la conception que s'est faite cette dernière sur notre droit de nous proclamer, ne lui en déplaise, *Français*.

Mais la sincérité aurait voulu que l'un et l'autre précisent qu'il ne s'agissait pas d'un cas général, car, ceux, qui comme moi, n'ont jamais proféré ni entendu, à l'école ou ailleurs, ces injures se comptent par dizaine de milliers.

Que ce soit à l'école primaire, où Maktour (plus tard abattu par le F.L.N. pour son attachement à la France) était le plus habile aux billes, au collège Guillemin, où mon voisin de table et copain, Tessami Ahmed, me passait les devoirs de math quand je séchais, ou dans les rangs du Gallia Sports d'Alger avec nombre de musulmans que je ne peux énumérer ici. Et plus tard, dans ma vie professionnelle, je n'ai jamais, et j'en donne ma parole, entendu personne insulter son camarade musulman.

P.S. Je possède des photos du collège Guillemin (collège situé à la limite de la casbah d'Alger et de Bab-el-Oued) en 1959 : la moitié de l'effectif de la classe de mon fils (4[e]) est musulman.

Je la tiens à votre disposition.

M. E. A..., 68-Munster

★

... Je ne doute pas que vous ne soyez très bien informés à « Historia Magazine ». Mais si, pour un événement donné, vous souhaitiez des témoignages, je crois que vous pouvez faire appel à tous ceux qui sont allés là-bas. Les recoupements avec vos propres sources pourraient être fructueux. Pour mon compte personnel, j'ai connu la mentalité des appelés au moment du putsch de 61 (j'étais à Redjas-el-Ferada, Constantinois) et de l'O.A.S. à Oran ; l'attitude des gardes mobiles à cette époque : l'opinion des appelés sur la torture, le pillage ; le désarroi des appelés d'Algérie quand ils revenaient en France en permission après un an de séjour avant d'y retourner. Mais je ne suis pas le seul à pouvoir en parler. Même si ma contribution ne devait être que d'une confirmation ou d'une infirmation, je l'apporterais volontier...

M. R. L..., 59-Coudekerque-Branche

[*Nous avons déjà reçu de nombreux témoignages de civils et de militaires. Nous en commencerons la publication à partir du n° 221. Nous demandons à nos correspondants de bien vouloir accompagner leurs textes d'une photo, si possible de vie quotidienne.*]

(à suivre)

HISTORIA magazine SOMMAIRES

LA GUERRE D'ALGÉRIE

I. Numéros parus

II. Nos prochains numéros

reliez vous-même les numéros de votre collection

LA GUERRE D'ALGERIE



une reliure spéciale a été prévue elle contient 16 numéros

Sobre et moderne, elle est décorée sur le dos de quatre filets dorés en plein skivertex havane, avec le titre de la collection.

Vous pouvez vous les procurer en France chez votre dépositaire, ou à nos bureaux, 18 F franco, en écrivant à la Librairie Jules Tallandier/Historia Magazine "La Guerre d'Algérie", 61, rue de la Tombe-Issoire, Paris 14e (dans ce cas, n'oubliez pas de joindre à votre commande votre titre de paiement : mandat, chèque bancaire ou virement postal au CCP 2778 70).

En Belgique :
au prix de 195 FB chez tous les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite Ile, 1070 BRUXELLES - CCP Bruxelles 416-69.

En Suisse :
au prix de 18 FS chez tous les dépositaires.

Le directeur de la publication : Maurice DUMONCEL — Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris-19e - D.L. C. 351



dans les sacs de plage, des bombes de 2 kgs

(Suite de la page 809.)

non seulement vis-à-vis de notre peuple, mais vis-à-vis de l'opinion française et mondiale. Nous devons montrer à tous que, loin de baisser la tête, nous plaçons la lutte à un niveau supérieur. L'autodéfense, c'est bien. La contre-attaque, c'est mieux. Nous devons être offensifs et spectaculaires. Il faut maintenant nous manifester au cœur même des quartiers européens. Il faut porter la guerre place Bugeaud, rue d'Isly, rue Michelet! »

La direction du F.L.N. est cependant obligée de constater que, sur le plan technique, elle n'est pas en mesure d'organiser des attentats à la bombe comparables à ceux que commettent les ultras européens. Les commandos du F.L.N. peuvent mitrailler ou attaquer à la grenade tel ou tel objectif, mais ils ne sont pas équipés pour des opérations du genre de celle de la rue de Thèbes. « C'est là, dit Abane, une lacune à laquelle il faut remédier sans plus tarder. »

La « Villa des Roses »

Yacef Saadi est chargé d'organiser cette mise au point. Le problème à l'ordre du jour est celui d'une riposte politique aux attentats des ultras. Saad Dahlab insiste sur l'importance de la réaction spontanée des dockers algériens qui, sitôt connue l'explosion de la rue de Thèbes, ont lancé un mot d'ordre de grève. La direction du F.L.N. décide de demander à l'U.G.T.A. de prendre en main ce mouvement — qui est apparu aussi parmi les ouvriers du bâtiment — et de l'étendre le plus possible, les 14 et 15 août, parmi les travailleurs algériens.

En fin de réunion, la direction du F.L.N. discute du tract qui devra être rédigé pour stigmatiser l'attentat de la rue de Thèbes. Krim Belkacem estime qu'il faudrait « désigner nommément les responsables du forfait », ceux-là mêmes, d'ailleurs, que les *fidayin* devraient chercher à abattre : les dirigeants de l'O.R.A.F., comme Kovacs, Fechoz, Castille, et les policiers complices de l'O.R.A.F., comme Achiary, Trouja, Lafarge, Blusson, Duchamp, Lechelle... Ben Khedda fait remarquer que « si le F.L.N. donne ainsi l'éveil à ces assassins, ceux-ci prendront des précautions supplémentaires ».

— Nous ne pouvons tout de même pas pour cette raison demeurer silencieux! réplique Abane.

Le service presse et propagande du F.L.N. est finalement chargé de mettre au point un texte assez général et assez court qui annoncera que les attentats ultras seront suivis de représailles.

La guerre des tracts entre le F.L.N. et l'O.R.A.F. fait rage. Le 21 août, un tract signé « Comité antirépublicain des 40 » annonce que « pour un Européen tué, un pâté de maisons de la Casbah sautera ». Yacef Saadi, du coup, intensifie les mesures d'autodéfense dans les quartiers musulmans. Il renforce, d'autre part, l'organisation du F.L.N. en constituant plusieurs groupes nouveaux (l'un d'eux sera dirigé par l'ancien comédien de Radio-Alger, Mohamed Hattab). Il met enfin sur pied le « réseau bombes ».

A l'origine, le chef F.L.N. de la Casbah ne disposait que d'un seul laboratoire fabriquant des explosifs, celui qui fonctionnait dans une villa de Birkadem. Fin août, il demande aux chefs de maquis, et notamment à ceux de l'Algérois, de lui



◀ Zohra Drif. C'est elle qui déposa la bombe du Milk-Bar, attentat qui fut, à l'origine, attribué injustement à une jeune communiste.



◀ Samia Lakhdari. Auteur du premier attentat à la Cafétéria. Elle se réfugiera à Tunis, avec toute sa famille, après le drame, sans beaucoup de difficulté.





désigner, parmi les étudiants qui ont endossé l'uniforme après la grève de mai, des « techniciens » ayant un minimum de connaissances en matière d'explosifs. Sont ainsi recrutés un étudiant en sciences, Salah Bazi, et un lieutenant infirmier de l'A.L.N., Taleb Abderrahmane, étudiant en chimie.

Yacef Saadi et son adjoint Debih Chérif, dit Si Mourad, installent Bazi et Taleb dans la Casbah, dans la villa de Marsali Abdelghani, 3, impasse de la Grenade. C'est dans ce lieu, appelé le « laboratoire de la mort » que les deux étudiants fabriquent les mélanges explosifs. Le soudeur Mostefa Lajali, installé chez Rachid Kouache, locataire de la « Villa des Roses », à El-Biar, met au point le corps des bombes, les détonateurs et les mécanismes d'horlogerie. C'est Marsali, ébéniste de son métier, qui place enfin dans des boîtiers l'assemblage explosif, corps de bombe, horlogerie. Toutes ces opérations complexes, que Yacef Saadi est seul à coordonner, sont effectuées d'une manière très cloisonnée.

Lorsqu'il s'agit de recruter une petite équipe qui, en temps opportun, pourra transporter et poser les bombes, Yacef Saadi choisit des femmes, car il pense que celles-ci pourront mieux que les hommes échapper aux fouilles des patrouilles militaires. Il fait ainsi appel à Djamila Bouhired, qui habite chez son oncle, Mostefa Bouhired, 5, impasse de la Grenade, et à deux étudiantes en droit, Samia Lakhdari, fille d'un cadi (magistrat musulman), et Zohra Drif, également fille d'un cadi de Tiaret.

Le dimanche rouge

Le 11 septembre, des tracts distribués à Alger et signés « Commandos de l'Algérie française » déclarent : « Seront exécutés Mendès-France, Chevallier, Alain Savary, Christian Pineau, Guy Mollet, Defferre, Collaveri et autres traîtres. Lacoste, attention! »

Le 20 septembre, un groupe de l'O.R.A.F. plastique une épicerie musul-



◀ **Les visages fermés de la foule, le 30 septembre, rue Michelet, où les ambulances viennent chercher les deux morts et les seize blessés de la Caféteria. Ici, c'est une jeune fille qu'on emporte**

mane, route du Frais-Vallon, et, à Bouzaréa, jette d'une voiture une grenade sur un Algérien, Ben Yahia, qui est blessé. « Tout cela n'est pas nouveau, dit Krim Belkacem lorsqu'il apprend ces attentats, mais, cette fois, nous avons de quoi répondre! »

A cette date, en effet, le F.L.N. dispose du premier stock des bombes fabriquées par l'équipe de Taleb et dont une a été essayée avec succès, « à titre d'expérimentation », dans un terrain vague de Pointe-Pescade. Fin septembre, Yacef Saadi annonce cette nouvelle à Ben M'Hidi, qui habite dans la Casbah, puis à Abane, Krim Belkacem, Ben Khedda et Saad Dahlab, qui, eux, résident clandestinement dans des appartements de la ville européenne.

Le « congrès de la Soummam », qui a terminé depuis peu ses travaux, a nommé ces cinq leaders membres du « Comité de coordination et d'exécution » (C.C.E.), instance suprême du F.L.N. Lorsque les cinq se réunissent, ils ont une autorité accrue. Lorsqu'ils demandent à Yacef Saadj de mettre à exécution le projet de « porter la guerre place Bugeaud », ils ne parlent plus au nom de la population de la Casbah, mais au nom des *djounoud* des wilayas, dont ils connaissent mieux les desiderata. Les maquisards, expliquent-ils, n'accepteront l'autorité d'un commandement F.L.N.-A.L.N. installé dans la capitale que si celle-ci n'est pas seulement un refuge tranquille pour des dirigeants bien planqués, mais devient, comme le bled, un champ de bataille.

Les objectifs

Les conditions techniques de la « guerre des bombes en ville européenne » étant désormais réalisées, le C.C.E. désigne, sur proposition de Yacef Saadi, les trois premiers objectifs de la première offensive : le terminus d'Air France, dans l'ensemble du Mauritania, et deux cafés fréquentés par les jeunes bourgeois européens ultras, le Milk Bar, place Bugeaud, et la Caféteria, rue Michelet.

Le dimanche 30 septembre, à 13 heures, Yacef Saadi convoque chez lui, rue des Abdérames, Djamila Bouhired, Zohra Drif et Samia Lakhdari. Il leur annonce que ce sont elles qui auront l'honneur d'accomplir la mission décidée par le C.C.E. Il leur rappelle, pour stimuler leur courage, les horreurs de la rue de Thèbes, puis leur explique en détail tout ce qu'elles devront faire.

Une boîte en bois dans un sac de plage

Les trois jeunes filles enlèvent leur haïk et revêtent d'élégantes toilettes européennes. Djamila porte une robe imprimée, la brune Samia une robe de toile bleue, la blonde Zohra est en pantalon et pull-over. Chacune dissimule sous des affaires de bain, dans un sac de plage, une boîte de bois verni contenant une bombe cylindrique de deux kilos. Aucune des trois n'est fouillée lors du passage — à trois points différents — des postes de contrôle tenus par les zouaves à l'entrée de la Casbah.

Elles sont toutes jolies, ce qui facilite les choses avec les militaires. Les trois jeunes filles se retrouvent place du Gouvernement, où une 2 CV les conduit à Bab-el-Oued pour une ultime rencontre avec Yacef Saadi. Celui-ci vérifie, à 17 h 30, que le régleur Rachid Kouache a bien placé sur les bombes le système d'horlogerie. Il leur souhaite bonne chance.

Djamila Bouhired dépose sous un banc, dans le hall du Mauritania, sa bombe, qui, en fait, n'explosera pas car elle a été mal réglée. Zohra Drif pénètre dans le Milk Bar, face à l'état-major de la Xe région militaire, trouve une place seule au milieu d'une salle bondée, déguste une glace et s'en va à 18 h 20, laissant sous sa chaise, dans le sac de plage, la bombe dont le mécanisme d'horlogerie est réglé sur 18 h 35.

Samia Lakhdari, accompagnée de sa mère, boit un coca-cola au bar de la Caféteria, puis quitte les lieux à 18 h 25, abandonnant sous le tabouret son sac de plage meurtrier. Les bombes explosent, comme prévu, à 18 h 35. Celle de la Caféteria fait 2 morts et 16 blessés, celle du Milk Bar, 2 morts et 36 blessés graves, parmi lesquels plusieurs enfants.

Les deux attentats de ce « dimanche rouge » provoquent en ville européenne une intense émotion. Dans la Casbah, lorsque la nuit tombe, des responsables F.L.N. parcourent les ruelles et crient aux carrefours les plus animés : « Algériens, le F.L.N. a fait payer l'attentat de la rue de Thèbes. Vous êtes vengés! » H

Jean FINOIS

BATAILLE POUR UN DJEBEL NOMMÉ AMOUR


Paris-Match

◀ Le commandant pilote Clostermann, as de la seconde guerre mondiale, devenu député, laissera un temps les charges de son mandat pour « rempiler » en Algérie.



Les combats seront durs ▶ à la frontière algéro-marocaine, aux confins de la Mauritanie, où la rébellion s'est organisée essentiellement grâce à l'aide marocaine.

Palacio

La pénétration de la rébellion en Oranie, c'est le Sahara occidental à la portée des *katibas* du F.L.N. Mais c'est surtout l'ouverture d'une brèche qui va permettre au Front de faire passer armes et munitions dans les maquis algériens, soumis à de sévères restrictions depuis que le barrage empêche pratiquement tout ravitaillement par les monts de Tlemcen ou les Beni-Ouarsous.

Lorsqu'on atteint Géryville, perdue au milieu de la steppe, la frontière marocaine n'est qu'à 200 kilomètres à l'ouest. Sur les cartes, le tracé de cette démarcation est matérialisé par de minuscules croix alignées à la queue leu leu, depuis la Méditerranée jusqu'aux dunes du Grand Erg. Entre ces deux immensités, séparées par les croupes tourmentées des prolongements de l'Atlas marocain vers le Tell algérien, un troisième océan, celui de l'alfa, étrange graminée des pays secs et pauvres, mais qui constitue cependant une source de richesse pour la famille Blachette, qui a le monopole de l'exploitation, car elle entre dans la fabrication de la pâte à papier. C'est là que la frontière algéro-marocaine s'évanouit entre des touffes éparses pour renaître à proximité d'un bouquet de palmiers et disparaître à tout jamais, comme les eaux d'un oued dans le reg ou la hamada.

Plus réelle est la démarcation horizontale séparant le Tell et les hauts plateaux d'Oranie de ce qu'on désignait alors sous le terme de « territoires du Sud ». Géryville se trouve sur cette ligne, dans une pénéplaine dont l'altitude moyenne est de 1 500 mètres. Le poste optique qui domine la capitale de l'alfa est à 1 872 mètres, et le djebel Amour, au nord-est, en direction d'Aflou, dépasse 2 300 mètres. Le territoire de l'annexe de Géryville, qui s'enfonce comme un coin dans le cœur du Sahara, est vaste comme la Belgique. Il ne compte cependant que 60 000 habitants, dont 10 000 dans la ville même. Les Européens, jusqu'en 1962, constituaient une population de quatre cents âmes. C'est ce territoire immense, quasi désertique, sous-administré, où les points d'eau sont rares, que le F.L.N. va utiliser pour en faire une plaque tournante de son système logistique.


Palacio

Dans le Grand Sud, face au Maroc, le trafic d'armes ▶ prend de l'expansion. Il faut veiller aux passages d'hommes et d'armes. Les frontières sont ténues, fluides. Ici, un porte-radar a été installé.



En octobre 1956, les états-majors des zones opérationnelles d'Oranie savent que l'Armée de libération marocaine a mis à la disposition de l'Armée de libération algérienne des hommes recrutés dans la région de Tindouf, aux confins de la frontière mauritanienne, et près de Berguent, dans la région d'Oujda. C'est ainsi que, le 9 octobre, une note du 2e bureau signale les activités d'un certain Lamari, ancien tueur à gages devenu collecteur de fonds dans le massif du Besba, repaire inexpugnable où jamais les forces de l'ordre n'auraient pu aller le débusquer car l'administrateur civil ne disposait que de maigres effectifs de gendarmes et de supplétifs. Les populations nomades ou sédentaires des Ksour perdent donc confiance dans l'administration française et Lamari, sûr de l'impunité, attaque un car sur la piste Géryville - El-Abiod, à proximité d'Arbaouat.

Entre-temps, la police judiciaire découvre une organisation terroriste qui exerce des pressions sur les commerçants musulmans du Sud pour obtenir des fonds destinés au F.L.N. Quelques-uns des collecteurs sont arrêtés et donnent des noms, dont ceux de Yousfi Bouchrit, dit « le Général », Moulay Ibrahim, chef de l'Organisation politico-administrative (O.P.A.), et Lamari, commandant des troupes d'assaut. Désormais l'état-major de la fantomatique wilaya 6 est connu. Son chef serait le colonel Ali Mellah, qui trouvera la mort plus tard au cours d'un obscur règlement de comptes avec les hommes du Mouvement Nationaliste Algérien de Messali Hadj.

Au printemps de 1956, les troupes débarquées à Oran commencent à arriver dans le Sud, mais par petits paquets. La situation est critique : un père blanc, un prospecteur pétrolier, un président de djemaa (chef de commune) ont été assassinés; des convois militaires sont tombés dans des embuscades; des chantiers d'alfa ont été incendiés. Bouchrit écrit une lettre aux autorités françaises pour nier la responsabilité des assassinats qu'il attribue à une bande rivale dépendant du M.N.A. de Messali Hadj.

Le triumvirat B-M-L

Désormais, toutes les lettres de menaces qui arriveront à leurs destinataires porteront le cachet de l'A.L.N. et l'on ne verra plus la signature d'aucun des trois chefs. Le Front a imposé sa loi et sa discipline; il fixe à 2 millions de francs le montant de la taxe mensuelle à percevoir auprès de ceux qui peuvent payer. En même temps l'Armée de libération algérienne s'efforce d'établir un contact, d'une part, avec les renforts venus du Maroc qui transitent par l'Atlas saharien jusqu'à Aflou; d'autre part, avec ses maquis de l'Est, alimentés par la Tunisie. Le contact recherché doit se faire aux abords de Djelfa, de l'autre côté du djebel Amour, où sont déjà parvenus des groupes en transit par le Mzab et les Ouled Naïl.

L'opération est payante : le triumvirat B-M-L (Bouchrit-Moulay-Lamari) dispose maintenant de grosses bandes bien armées et disciplinées, dotées de fusils belges Herstal, de carabines italiennes Breda, de pistolets mitrailleurs et même de fusils mitrailleurs. Dans la nuit du 27 au 28 juin, le poste militaire de Chelaa, à la limite du territoire d'Aïn-Sefra, à une centaine de kilomètres de la frontière marocaine, est attaqué. Deux goumiers sont tués et dix-huit autres enlevés avec leur sous-officier européen. Le village est également harcelé ainsi qu'un poste de relais radio tenu par l'armée de l'air. Le lendemain, sur la piste d'El-Abiod, un convoi d'aviateurs et un véhicule civil de la Société Solétanche sont interceptés. Militaires et civils sont massacrés malgré la résistance des jeunes soldats de l'air qui tinrent pendant près d'une heure et abattirent plusieurs de leurs adversaires.

Encouragés par ces succès, les chefs de la rébellion saharienne décident de lancer une opération sur Géryville. Pour tâter le terrain, ils montent d'abord une embuscade en plein après-midi, sur la route nationale Saïda - Géryville. L'endroit choisi leur est favorable : une vingtaine de kilomètres avant les portes de la ville, la route dessine un virage en épingle à cheveux pour contourner une butte surplombée d'une petite maison en ruine abandonnée. Le djebel Megress, refuge ▶

postés en embuscade des rebelles revêtus d'uniformes français

des maquisards, domine la steppe à 8 kilomètres au sud-ouest. Le lieu est désert. La seule demeure habitée est le bordj de Zouireg, qui sert de maison cantonnière à 2 kilomètres de là.

Les rebelles ignoraient cependant que, depuis la veille, le colonel Bravelet, qui commandait le secteur, avait reçu en renfort le 27e régiment de dragons portés. Entre-temps, tous les convois assurant les liaisons avec le poste-étape civil et militaire venaient d'être dotés de puissants postes radio.



René Bail

◀ Les hélicoptères géants (les « bananes ») participent à l'opération « Aflou » engagée contre les rebelles de l'Ouest saharien dans le djebel Amour.

... Et pour les ▶ en déloger, il faudra monter une opération d'envergure, avec appui de l'aviation de reconnaissance. Les derniers combats se déroulèrent dans la cuvette de Foum-Reddad. Ce fut l'estocade.



René Bail

◀ El-Gaada, dans la région d'Aflou, à 1 426 mètres, au cœur du djebel Amour. C'est un pays de sources, de forêts. Les rebelles s'y étaient implantés...

Le fief du chef Si Abdallah

C'est à 16 h 30 que le convoi dans lequel se trouvait le chef de S.A.S. dont la jeep précédait un car de voyageurs est mitraillé. Il y a quelques victimes, mais le P.C. est aussitôt alerté et, une demi-heure plus tard, la compagnie saharienne portée du djebel Amour, appuyée par les blindés du 27e dragons fixe les rebelles sur le terrain. Dix d'entre eux sont tués peu avant la tombée de la nuit. Avant de se replier, le reste de la bande abandonne trois prisonniers et un important armement dont plusieurs fusils provenant de l'attaque contre le poste d'El-Abiod. Les prisonniers devaient confirmer qu'ils avaient été recrutés au Maroc et que plusieurs de leurs camarades de maquis étaient des déserteurs du 22e régiment de tirailleurs algériens.

Ayant manqué l'attaque de Géryville, l'A.L.N. décide de monter une opération identique, mais mieux préparée, contre Aflou.

Cette petite ville des hauts plateaux d'Oranie est un gîte d'étape sur la route d'Oran à Ghardaïa, en passant par la palmeraie de Laghouat, et, aussi, un centre artisanal spécialisé dans le tissage de tapis berbères d'une belle teinte rouge. Aux alentours s'étend à l'infini la steppe d'alfa où poussent, de loin en loin, de rares graminées qui, au printemps, servent de pâture aux caravanes de chameaux remontant du Sud. Des térébinthes et des thuyas s'accrochent aux flancs du djebel Amour. Plus au sud, les djebels El-Merkeb (1 519 mètres) et le Kef-Mimouna (1 619 mètres) sont le fief du chef Si Abdallah. Le but du raid organisé par ce dernier est de forcer les portes du camp d'hébergement où sont internées une cinquantaine de personnalités nationalistes.

Pour cette opération destinée à frapper l'opinion publique, Si Abdallah va disposer des premières fortes unités jamais utilisées dans cette partie de l'Oranie. L'A.L.N. lui a confié deux *katibas* (compagnies), fortes chacune d'une centaine de *djounoud* et deux unités, plus légères, de soixante hommes renforcées par des commandos. Ravitailleurs et guides ont été recrutés dans la région. En même temps, les services logistiques ont installé d'importants dépôts de vivres dans des grottes et dans des *matmoras* (silos souterrains). Une infirmerie a été également aménagée dans une anfractuosité de la montagne.

De leur côté, les services de renseignements de l'armée avaient appris que quelque chose « se manigançait » du côté d'Aflou. Aussi l'état-major d'Oran avait-il fait glisser vers le sud la 4e division d'infanterie motorisée du général d'Esneval qui, jusqu'alors, avait tenu la frontière marocaine vers le nord. Les unités de secteur seront les 1er et 110e R.I.M., composés en grande partie de Picards, de Bretons et de Normands. Le sous-secteur de Tiaret est confié au colonel Pommiès, le créateur des célèbres corps francs Pommiès dans la Résistance.

Le colonel Pommiès va donner à M. Maraudon, administrateur en chef d'Aflou, les éléments de protection pour les ouvriers des ponts et chaussées qui doivent ouvrir une piste de pacification vers Er-Richa et Tadjemout. Le téléphone arabe a fonctionné et Si Abdallah est bientôt mis « au parfum ». Comment manquer une telle occasion de prendre des armes qui seront si utiles pour l'attaque contre Aflou?

Le 2 octobre, il poste ses hommes, revêtus d'uniformes français récupérés lors de précédentes embuscades, sur la piste de Taouyala. Les rebelles ont coiffé des chapeaux de brousse; ils ont poussé le souci du détail jusqu'à se mettre autour du cou un foulard de couleur comme ceux que les militaires portaient en cours d'opération pour pouvoir se reconnaître.

Au corps-à-corps

En fin d'après-midi — moment le plus favorable pour les embuscades car il permet le repli dès la tombée de la nuit —, le petit convoi du 1er régiment d'infanterie motorisée atteint le lit d'un oued à sec qui dessine un méandre entre deux mamelons parsemés d'épineux. Les premières salves tirées par les armes automatiques des rebelles installés sur les hauteurs clouent les véhicules au sol. Les soldats « giclent » dans la nature mais c'est pour se faire cueillir de plein fouet par les tireurs d'élite


René Bail

planqués en enfilade. Les postes radio n'ont pas eu le temps de donner l'alerte au P.C. Ce sont deux jeunes fantassins qui, profitant de la nuit, réussiront à franchir les 30 kilomètres qui les séparent d'Aflou, où ils arriveront vers 3 heures, pour faire un récit de l'accrochage.

Le 3 octobre, à l'aube, un convoi du 110e R.I.M. monte en renfort vers Er-Richa. A 6 h 45, alors que les véhicules viennent de dépasser le marabout d'El-Hadj-bou-Haf et s'apprêtent à franchir une légère pente sablonneuse, en « crabotage », des coups de feu claquent dans tous les azimuts, terriblement précis, ajustés comme au pas de tir.

L'effet de surprise passé, les chefs de section font le point : les *djounoud* ont installé des F.M. de chaque côté de la piste pour effectuer des tirs de neutralisation. Les tireurs d'élite sont camouflés derrière des touffes d'alfa. Soudain, le chef, qui porte autour de la taille une ceinture de tissu rouge, lance en français : « A l'attaque! » Le combat se déroule alors au corps-à-corps avec la participation des commandos rebelles qui ont surgi de leurs cachettes, armés de mitraillettes, de poignards et de cocktails Molotov.

La 1re compagnie, encerclée, va se dégager vers 11 heures grâce à l'intervention de la 3e, qui a débouché des hauteurs et débordé la piste. La 4e compagnie, qui se trouvait en tête du convoi, est dégagée à l'improviste par la 2e, qui avait passé la nuit à Er-Richa et que le colonel vient de « rameuter » par radio.

Des femmes achèvent les blessés

Le « toubib » descend sur la piste avec ses brancardiers pour ramener les blessés. Des balles pleuvent autour de lui. Trois femmes, qui se trouvent dans les rangs des rebelles, portant pantalon de treillis kaki, incendient deux véhicules, achèvent des blessés et les détroussent. Un soldat à la carrure athlétique réussit à prendre un de ses camarades blessés sous chaque bras et les met à l'abri. Un chauffeur voit son volant pulvérisé entre ses mains par une « giclée ». Appuyant sur l'accélérateur et agrippé des deux mains à la tige de direction, il réussit à sauver son camion. Le combat ne prendra fin qu'à la nuit tombante : 47 militaires avaient été tués, 11 blessés et 8 faits prisonniers; 66 rebelles avaient été mis hors de combat. Parmi les prisonniers, trois lieutenants de l'A.L.N., dont un Marocain de Nador.

Le bilan est lourd des deux côtés mais l'opération « Aflou » n'est pas terminée. La trace des rebelles en retraite vers Djelfa, mêlés à une caravane, fut retrouvée par les fantassins motorisés assistés du 5e groupement porté de chasseurs et de la compagnie saharienne portée de Géryville. Le bouclage se fit, au sud, avec des éléments de gendarmerie. La caravane qui transportait des armes fut attaquée par des T.6 et des broussards conduits par le commandant-pilote Clostermann, as de la seconde guerre mondiale, député, qui avait demandé à reprendre du service en Algérie. Une opération « Banane » fut déclenchée en même temps avec des hélicoptères géants du groupement de Sétif. Les renseignements fournis par un lieutenant fait prisonnier allaient permettre la découverte d'un dépôt de munitions. C'était le premier coup dur assené aux forces rebelles de l'Ouest saharien. Deux mois après, la 4e D.I.M. porta l'estocade dans la cuvette de Foum-Reddad, qui allait devenir le Dien Bien Phu des fellaghas du djebel Amour. H

Léo PALACIO

CES TOUAREG: DESCEN



ANTS D'ANTINÉA



Jan Henderick

A QUELQUES heures d'Alger par l'avion, mais à quatre jours encore par la piste, le Hoggar garde pour les voyageurs le prestige et l'attrait du mystère.

Qu'est-ce en effet que le Hoggar?

Des montagnes apocalyptiques? Le pays des hommes bleus? L'ancien royaume d'Antinéa? Le refuge du P. de Foucauld? Un peu de tout cela, peut-être.

A peu près inconnue, il y a quatre-vingts ans, cette région n'a commencé à être explorée qu'après 1902, date de la bataille de Tit, qui mit fin à l'invincibilité des Touareg.

En venant du nord, c'est aux gorges d'Arak que commence le Hoggar, mais la luxuriance des joncs et des lauriers-roses qui tapissent le fond de ce défilé est trompeuse. Le pays se révèle ensuite dans sa violence désolée, chaotique et

◀ **Le chameau, c'est le palefroi du Targui, dernier seigneur du désert. Des poèmes lui sont dédiés, et on reconnaît l'homme, dans le Hoggar, au harnachement de sa monture. Aussi le marché aux chameaux est-il un des hauts lieux de la rencontre des nomades, en route depuis des jours sur les pistes sahariennes. Au début de la guerre, les méharis des unités sahariennes prouveront leur efficacité.**

hostile comme une forteresse aux immenses pans de muraille éboulés.

In-Ekker – ancienne base atomique française –, In-Amguel, une pancarte marquant le franchissement du tropique du Cancer, jalonnent la route.

Le cœur de cet ensemble est l'Atakor, « le nœud » en langage targui, massif volcanique qui culmine au Tahat (2 918 m).

Depuis l'Assekrem, plateau à 2 800 m d'altitude, on jouit d'un des paysages les plus extraordinaires du monde : un hérissement de pitons démantelés émerge d'un chaos de laves et de pierres projetées autrefois par les volcans, revêtant au gré des heures des coloris somptueux célébrés par le P. de Foucauld, qui y établit un ermitage : « La vue est plus belle qu'on ne peut le dire ni l'imaginer. »

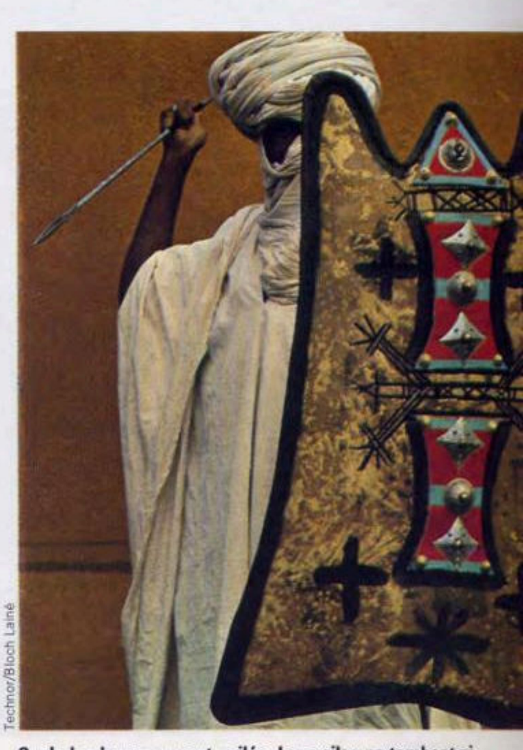
Il fut une époque où ce massif était, pour le Sahara, un réservoir d'eau d'où partaient de grands fleuves qui rejoignaient le Niger ou le Nord. Ils sont taris depuis longtemps, mais une traînée de sable clair permet de suivre leur lit, qui reprend vie un instant lors des crues.

Dans un vaste cirque au pied des montagnes se loge Tamanrasset. En 1920, ce n'était encore qu'un hameau de 40 habi-



Technor/Bloch Lainé

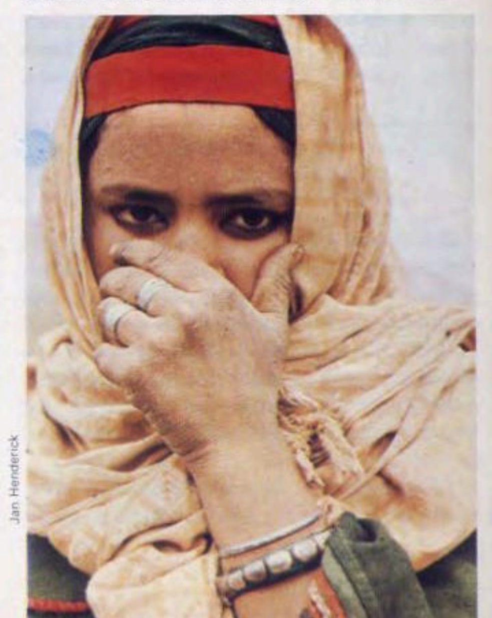
Au pays des hommes bleus, des rites étranges règlent la vie sociale. Les Touareg ont leurs poètes, leurs sorciers.



Technor/Bloch Lainé

Seuls les hommes sont voilés. Les voiles ne tombent ni pour boire ni pour manger. On ne montre pas sa bouche.

La femme règne sur la société. Elle anime les cours d'amour où rayonne la poésie de ses « troubadours ».



Jan Henderick

du Général Laperrine au Père de Foucauld



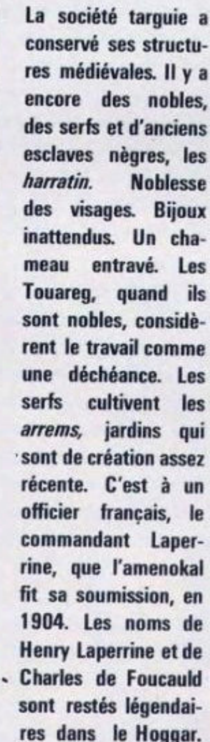
Jan Henderick

tants. L'administration française avait choisi primitivement comme capitale Tarahouaout, fief d'une tribu targuie, dont l'occupation est fort ancienne comme en témoignent les nombreux tombeaux préislamiques et les gravures rupestres qui l'entourent.

Mais, en 1921, Tamanrasset devient centre administratif du Hoggar. La construction du fort Laperrine et la paix attirent les populations sédentaires d'artisans et de commerçants. Les nécessités d'une capitale provinciale ont gonflé le chiffre initial à 3000 âmes actuellement,



Jan Henderick



La société targuie a conservé ses structures médiévales. Il y a encore des nobles, des serfs et d'anciens esclaves nègres, les *harratin*. Noblesse des visages. Bijoux inattendus. Un chameau entravé. Les Touareg, quand ils sont nobles, considèrent le travail comme une déchéance. Les serfs cultivent les *arrems*, jardins qui sont de création assez récente. C'est à un officier français, le commandant Laperrine, que l'amenokal fit sa soumission, en 1904. Les noms de Henry Laperrine et de Charles de Foucauld sont restés légendaires dans le Hoggar.



Photo Doussin

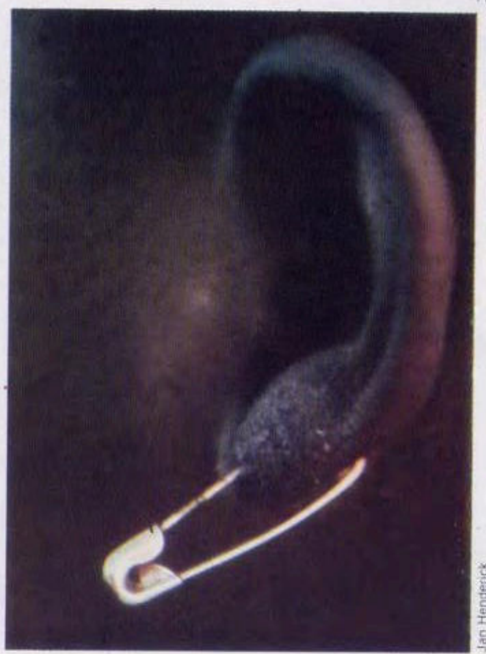
ce qui est un maximum pour l'alimentation de ce centre en eau.

C'est donc une ville sans couleur locale, mais nœud routier important vers Alger, d'une part, Agadès (Niger), Ghat (Libye), Gao (Mali), d'autre part.

Les hommes libres

Ses rues propres, sablées et ombragées de tamaris, bordées de maisons à l'enduit rouge et fleuries de géraniums, lui donnent une allure provinciale. L'ombre du général Laperrine et celle du P. de Foucauld y planent encore. Celui-ci y construisit un bordj où il vécut de longues années avant d'y être assassiné en 1916.

Mais plus que la découverte du pays, c'est la rencontre de l'homme que le voyageur attend : les mystérieux hommes voilés que les Arabes ont appelés Touareg et qui se nomment, en leur langue, Imourhar : les hommes libres.



Jan Henderick

Leur territoire déborde le Hoggar et s'étend en un vaste triangle du Niger à Agadès et en Libye.

De race berbère, c'est-à-dire appartenant aux populations blanches autochtones de l'Afrique du Nord, ils occupent cette région depuis des temps immémoriaux. Leurs ancêtres sont vraisemblablement ces énigmatiques Garamantes décrits par Hérodote (Ve s. av. J.-C.), qui assuraient les relations transsahariennes par la « route des chars » entre Agadès et Ghat, apportant aux rives méditerranéennes l'or et l'ivoire du Niger au « galop volant » de leurs chevaux, route jalonnée de peintures préhistoriques qui ont confirmé les renseignements d'Hérodote.



Alliés des Carthaginois au premier millénaire avant notre ère, le port de Leptis Magna sur la côte libyenne est le but final de leur traversée. A l'époque romaine, vers le Ier siècle de notre ère, ils troquent leurs chevaux contre le chameau, mieux adapté au climat. L'arrivée des Arabes ne trouble en rien leurs mœurs, qui restent inchangées jusqu'à l'arrivée des Français.

Les héritiers de Tin Hinane

La légende, reprise par Pierre Benoit, fixe au Hoggar le royaume d'Antinéa, petite-fille de Neptune, reine d'une divine beauté. Antinéa a existé. Venue du Tafilalet avec sa servante Takamat, elle s'appelait Tin Hinane. Elle est l'ancêtre des Touareg du Hoggar, les Kel Ahaggar. Enterrée à Abalessa, sa tombe fut fouillée en 1925 par Reygasse qui y trouva un squelette de femme couvert de bijoux ayant vécu au IVe siècle de notre ère. Transportée au musée du Bardo, à Alger, Tin Hinane, *alias* Antinéa, dort son dernier sommeil dans une cage de verre au pied d'un escalier...

Isolés dans leur forteresse naturelle grande comme soixante départements français, au cœur du désert, les Touareg forment un monde à part de 16 000 âmes environ, qui a évolué en vase clos. Chevaliers du Moyen Age égarés dans notre XXe siècle, leurs traditions, leur langue, leurs coutumes, tout les sépare des hommes du Nord ou des pays noirs.

Dès l'époque arabe, les Touareg entrent dans la légende, l'habitude qu'ils ont de se voiler le visage ayant fort surpris les conquérants. Elle est unique en Afrique. S'agit-il d'un vieux rite magique qui leur imposait de se couvrir la bouche? Nul ne le sait plus. Un noble targui ne quitte jamais son voile en présence d'une femme, il serait inconvenant de laisser voir « le trou par où passent les aliments ».

L'amenokal et son tambour

Comme dans notre Moyen Age, leur société se divise en castes : nobles, vassaux, esclaves.

Leur chef est l'amenokal, dont l'insigne de commandement est le *tobal* – tambour qui se transmet, comme la dignité, par les femmes – car il s'agit d'une société aux origines matriarcales.

Les nobles sont les guerriers chargés autrefois de protéger la population. Parés de l'épée, de la lance et du bou-



Technor/Bloch Lainé

une société médiévale dont la femme fut la reine, la muse, mais où les rites meurent

Le point culminant du massif du Hoggar est le mont Tahat, qui se dresse à près de 3 000 mètres, dominant un paysage lunaire de roches déchiquetées, d'une infinie mélancolie. Dans les années de sécheresse, c'est le désert, mais s'il pleut, ce qui est rarissime, l'herbe pousse entre les rochers, pour des pâturages éphémères. Une exception, dans ce chaos, l'Assekrem, point de partage des eaux des oueds sahariens. La pluie les tire de leur sécheresse, et c'est la crue. Les Touareg sont des Libyens et leurs armes appartiennent encore à l'âge du fer. Certains des objets dont ils usent sont de l'âge de la pierre. Leur langue, le tamahek, est un idiome berbère. C'est sur le plateau de l'Assekrem que le P. de Foucauld avait construit son ermitage, à 2 804 mètres d'altitude. Pour les Arabes, le Hoggar, c'est la Koudiat, pour les Français, le pays du mystère.

clier, fiers sur leur méhari blanc, leur idéal était de se couvrir de gloire. Ils levaient un tribut sur toute caravane traversant leur territoire et avaient la possession des terres qu'ils affermaient aux paysans. Tout travail manuel les eût fait déchoir de leur rang. Mais avec la paix, leur rôle est désormais inutile.

Les vassaux, ou *imrad*, appelés encore *kel oulli* : les gens des chèvres, gardent les troupeaux d'où tous tirent nourriture et moyens de subsistance.

Avant l'indépendance, chaque tribu possédait des esclaves, ou *iklans*, ramenés du Soudan, qui se trouvent maintenant affranchis.

A ce système hiérarchisé, il faut encore ajouter les *ineden*, ou artisans, caste à part, chargée de la fabrication des armes et des bijoux ; dispersés au sein des diverses tribus, leur origine est obscure : peut-être des juifs razziés autrefois par les Touareg.

Enfin deux autres groupes gravitent autour d'eux : les *ineslemen*, ou hommes de religion, c'est-à-dire les marabouts, et les *kel ahren*, les gens de la terre, *harratin*, paysans descendant d'esclaves noirs affranchis ou peut-être de ces populations douces et calmes, représentées sur les fresques du Tassili et dont la tradition targuie garde le souvenir.

Au-dessus d'une porte, deux mains, trempées sans doute dans le henné, une teinture, pour attirer la chance.

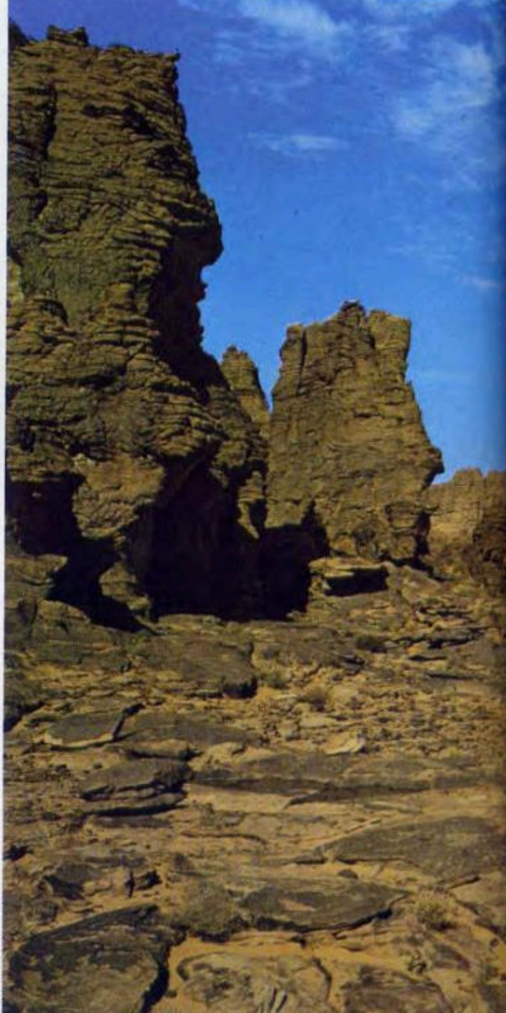


Bloch Lainé

Il reste encore des « cours d'amour »

Mais ce qui frappe le plus dans cette société, c'est le prestige qui entoure la femme. Parée de bijoux, le visage découvert (au contraire de l'homme), elle connaît une liberté que peut lui envier la musulmane du Nord.

A partir de la puberté et jusqu'à son mariage, elle vit en état d'*asri ;* elle est libre de vivre suivant sa fantaisie amoureuse. Elle se rend à l'*ahal*, cette cour d'amour, sorte de veillée organisée par les femmes libres : jeunes filles, veuves ou divorcées. Là, sa beauté, son esprit, sa distinction, son art de chanter en



Technor/Bloch Lainé



s'accompagnant de l'*amzad* (violon monocorde) répandent sa renommée à la ronde et font accourir les amoureux.

Tout en contant fleurette à leur belle, en une joute courtoise, modernes troubadours, ils s'affrontent en des chants épiques exaltant la bravoure d'un guerrier ou les exploits d'un chameau, ou bien célèbrent la dame de leurs pensées en des complaintes amoureuses. Un soir, parmi tous ces prétendants, elle choisira l'élu de son cœur. Le P. de Foucauld, qui a rédigé un dictionnaire français-targui, a traduit certains de ces poèmes :

Mon méhari blanc, le coucher du
[soleil approche
Je suis malade d'amour.
Où est le remède?

Une histoire sous la tente

Son éducation plus poussée que celle des garçons, fait de la femme targuie la détentrice des traditions. C'est elle qui enseigne à ses enfants leur langue : le *tamahek*, dérivé du berbère autrefois parlé dans tout le nord de l'Afrique, mais qui céda peu à peu devant l'arabe pour se réfugier dans les montagnes et au désert. Seuls, les Touareg ont conservé l'ancienne écriture employée avant l'époque romaine, mais enrichie de signes nouveaux à travers les âges, c'est le *tifinar* aux curieux caractères géométriques qui s'écrit aussi bien de droite à gauche que de haut en bas. Les femmes savent encore l'écrire, de même qu'elles sont les détentrices d'un folklore riche en légendes, qui se transmet sous la tente, où se cache sans doute une partie de l'histoire de ce peuple.

Cet ensemble de traditions, déjà ébranlé par la paix française, se trouve maintenant près de disparaître.

La scolarisation actuelle, que l'on essaie d'intensifier, ne se fait qu'en ▶

Réunion de Touareg. Le voile, qu'on appelle le taguelmoust et qu'ils « ne quittent pas plus que leur peau », disent les Arabes. Leur épée a une garde en forme de croix, la tabouka.

... et une civilisation vieille de 3000 ans

langue étrangère, arabe ou français, au détriment de la langue berbère éliminée ; la riche littérature targuie risque d'être perdue si des ethnologues ne la notent pas rapidement.

Après 1902, le pillage des caravanes interdit, les nobles furent privés de l'essentiel de leurs revenus. La fixation des nouvelles frontières perturba leurs habitudes. Les Nigériens leur contestent le droit de faire pâturer les chamelles sur leurs terres.

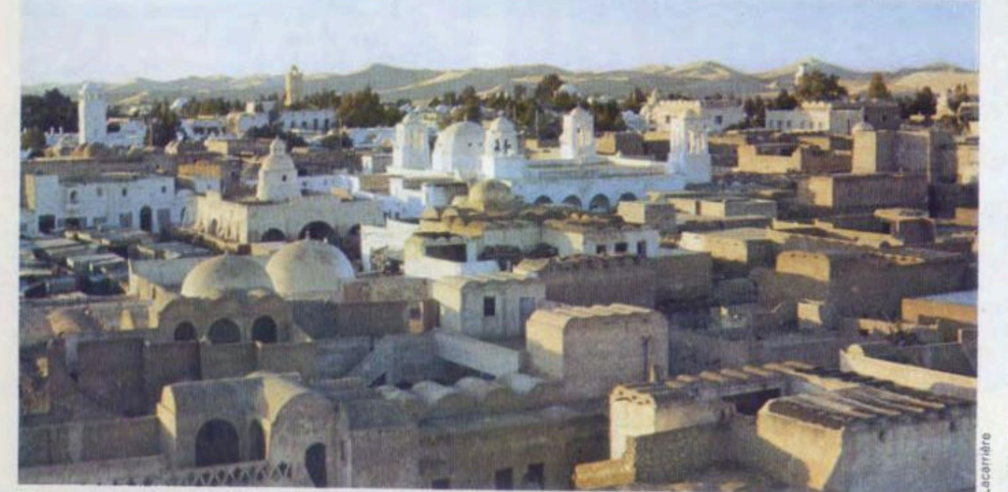
Leurs déplacements se trouvent donc réduits au seul Hoggar, sec et sans ressources.

Leur revenu, un des plus bas du monde, risque encore de s'amenuiser ; le troc était, depuis toujours, la seule forme de commerce pratiquée : sel de l'Amadror contre mil du Soudan, blé du Hoggar contre dattes du Tidikelt, échanges qui posent des problèmes aux nouveaux États. Toute leur économie est à repenser.

Ces grands féodaux sauront-ils s'adapter aux mutations modernes qui atteignent le Sahara et ne laissent plus de place aux chevaliers errant de pâturage en pâturage ?

Il faut espérer que tout en adoptant une civilisation nouvelle, soient préservés toute la richesse et tout le raffinement d'une civilisation vieille de plus de trois mille ans, qui fut celle de tous les Berbères du nord de l'Afrique et qui était demeurée intacte dans ce Hoggar encore en partie mystérieux. H

Odette BOUCHER



Tamanrasset, qu'on appelait aussi Fort-Laperrine. C'est à « Tam » que le P. de Foucauld fut assassiné, en 1916.

CHRONOLOGIE Octobre 1956

FRANCE

2 : André Le Troquer, président de l'Assemblée nationale ; Gaston Monnerville, président du Conseil de la République ; Albert Sarraut, président de l'Assemblée de l'Union française.
16 : rencontre Eden-Mollet à Paris.
17 : débat sur l'Algérie à l'Assemblée nationale.
25 : le gouvernement obtient la confiance (333 voix pour, 140 contre).
29 : appel de Guy Mollet pour un cessez-le-feu en Algérie.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : demande d'inscription de la question algérienne à l'O.N.U.
6-8 : grève générale à Agadir.
10 : démission de M. Dubois, ambassadeur au Maroc.
13 : l'O.N.U. définit six principes pour un règlement de l'affaire de Suez.
15 : accord provisoire pour le mouvement des troupes françaises au Maroc.
16 : arraisonnement du cargo Athos *venant d'Égypte et transportant des armes pour le F.L.N.*
20 : Nasser se déclare prêt à rencontrer les chefs des gouvernements français et britannique. Visite d'une délégation du F.L.N. à Rabat. Suspension des négociations franco-marocaines.
21 : plan Krishna Menon sur Suez.
22 : visite du sultan du Maroc à Tunis.
Interception d'un avion civil venant de Rabat et arrestation de cinq passagers, dirigeants du F.L.N. : Ben Bella, Khider, Boudiaf, Aït Ahmed et Lacheraf.
23 : émeutes antifrançaises à Meknès.
25 : démission de M. Savary, secrétaire d'État français aux Affaires marocaines et tunisiennes.
26 : démission de M. de Leusse, ambassadeur à Tunis.
28 : incidents antifrançais à Alep.
Mobilisation partielle en Israël.
29 : l'armée israélienne envahit les territoires arabes.
Abrogation du statut international de Tanger.
30 : ultimatum franco-britannique ordonnant la cessation des hostilités entre Israël et l'Égypte. Il est rejeté par Le Caire.
31 : bombardements franco-britanniques sur l'Égypte.

AMÉRIQUE

21 : coup d'État militaire au Honduras.
31 : le président Eisenhower déplore l'action franco-britannique en Égypte.

ASIE

10 : troubles sérieux à Hong Kong.
18 : Suhrawardy, premier ministre du Pakistan, en visite à Pékin.
30 : accord nippo-soviétique mettant fin à l'état de guerre.

EUROPE

1er : libération de l'amiral Dönitz de la prison de Spandau.
21 : Gomulka réintégré au comité central du parti ouvrier polonais.
23 : manifestations à Budapest ; la police ouvre le feu.
24 : le premier ministre hongrois Geroe fait appel à l'armée soviétique, mais Imre Nagy est proposé comme chef du gouvernement.
Le gouvernement tchécoslovaque réaffirme sa fidélité à l'U.R.S.S.
25-28 : la bataille fait rage à Budapest.
30 : Imre Nagy demande un retour au système de 1945 ; accord sur l'évacuation des troupes soviétiques.
31 : loi sur le rattachement de la Sarre à l'Allemagne.
Accord entre l'Église et l'État en Pologne.

LA SEMAINE PROCHAINE



L'AFFAIRE DE SUEZ

Sommaire du n° 220 :

● Les motifs de l'intervention

Nasser déclarait à l'un de ses confidents, peu avant la nationalisation du canal de Suez : « J'ai besoin de deux mois. Ils tenteront une intervention militaire, j'en suis convaincu. S'ils le font tout de suite, tout est perdu. » Le jeu diplomatique de Nasser lui permit de gagner ces deux mois...

● Préparation militaire de l'opération

Plus de trois mois furent nécessaires au commandement franco-britannique pour préparer le plan d'invasion. Finalement, on retint « Mousquetaire révisé »...

● Les opérations

La journée du 7 avait été excellente. Tous les objectifs étaient atteints. La résistance des Égyptiens était décousue, mais vers 20 heures, un officier de la B.B.C. vint annoncer que les gouvernements français et britannique donnaient l'ordre de cesser le feu...

● Occupation et évacuation

Pourquoi ce retrait rapide alors que la victoire était proche ? Les alliés n'exagérèrent-ils pas la puissance quantitative et surtout qualitative de l'armée égyptienne ? Pour triompher de cette armée, impressionnante sur le papier, la mise en place ne fut-elle pas trop longue ? L'effort militaire ne fut-il pas disproportionné ?

NOTE DE LA RÉDACTION

1 - Dans notre numéro 217, page 765, deux photos ont eu une identification erronée : la première (en haut) représente Zighout Youssef, la troisième Ben M'Hidi. 2 - Dans le numéro 218, les illustrations des pages 788 et 789 (en haut) nous ont été communiquées par le Musée de l'Empéri et la Bibliothèque R. et J. Brunon (Salon-de-Provence).

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 1er trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 219 - 13 mars 1972.

HISTORIA
magazine

Au large de Nemours

Sensationnelle capture d'un bateau-arsenal clandestin par la Marine nationale

Echo-soir
JEUDI 18 OCTOBRE — PRIX : 15 FRANCS — N. D. 3.402

L'« ATHOS » TRANSPORTAIT L'ARMEMENT D'UNE BRIGADE DE FELLAGHA

Fusils anglais 303 - mitrailleuses - mitraillettes mortiers - fusils-mitrailleurs - munitions

Par Léo PALACIO

Cette nuit, l'escorteur « Algérien », de la Marine nationale, venant de l'Ouest, franchissait la passe du port de guerre de Mers-El-Kébir. Dans son sillage, naviguait un petit bateau tout blanc : l'« Athos ». Après une brève manœuvre, les deux navires — le militaire et le civil — prenaient silencieusement leur poste de mouillage, à l'amorce du grand môle. Aussitôt, un sévère barrage de fusiliers-marins, de gendarmes maritimes et de douaniers s'installait sur le quai, tandis qu'une vedette surveillait les eaux calmes du port.

Le yacht « Athos », ex « Saint-Briavels », venait d'accomplir son dernier voyage de barque-pirate. Dans ses flancs, dormaient des centaines de tonnes d'armes et de munitions, d'origine anglaise et italienne, chargées vraisemblablement en Egypte et destinées aux rebelles algériens.

Grâce à la vigilance opiniâtre de l'Aéronavale et de la Marine nationale, la sinistre cargaison de mort n'arrivera jamais aux tueurs du F.L.N.

D'après le premier bilan, on peut affirmer que l'« Athos » transportait dans ses cales, bourrées à ras-bord, de quoi équiper toute une brigade de fellagha.

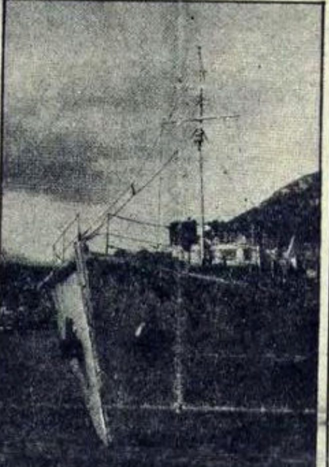
Tôt ce matin, en compagnie de M. Pierre Lambert, préfet d'Oran ; du général Pédron, commandant la division militaire d'Oran, et de l'amiral Géli, préfet maritime de la IVme Région, j'ai été autorisé à monter à bord de l'« Athos », sur lequel flottait déjà, en poupe, hissé par « l'équipage de prise », le pavillon tricolore. Le nom du navire était encore caché par une épaisse toile blanche, collée à même les lettres de cuivre.

L'« Athos », qui jauge 400 tonnes, a dû être un beau navire de plaisance. De ce passé de luxe, il ne lui reste que sa peinture blanche, craquelée et ternie il est vrai par les embruns et, aussi, les embarquements en pleine nuit de cargaisons clandestines.

Avant-hier, l'ancien yatch naviguait entre le Maroc et l'Espagne, lorsqu'il fut détecté au radar par un avion de l'Aéronavale. Jour et nuit, les appareils de la base de Lartigue effectuent des patrouilles de surveillance maritime. « Catalina » et « Neptune », volant à allure réduite de croisière et à basse altitude scrutent, avec les yeux magiques de leurs « radars » les criques et les plages du littoral algérien et la surface des eaux territoriales.

C'est au cours d'une de ces missions appelées « Sarmar », que l'« Athos » fut repéré, alors qu'il avait déjà stoppé en pleine mer. Avarie de machine ou attente ? On ne peut encore le préciser. Toujours est-il que l'allure du navire parut suspecte. Chaque navigateur et observateur de l'Aéronavale connait les routes habituelles suivies par les cargos. D'autre part, chaque navire passant au large des côtes algériennes est contrôlé, c'est-à-dire que son nom, sa nationalité et son port d'attache sont repérés pour être vérifiés.

Suite page 2 : Capture « Athos »



EN HAUT : L'« Athos », qui fut un [illegible] de plaisance, a maintenant l'aspect lépreux des vieux « rafiots », écumeurs des mers...

CI-DESSOUS : Déjà les fusils « 303 » s'étalent sur les quais.

EN BAS : M. Montel, président de la Commission de la Défense nationale, avec les membres de la délégation parlementaire, a tenu à assister à l'opération. A ses côtés, le préfet d'Oran (de dos) et l'amiral Géli.

(PHOTOS « ECHO-SOIR »).





Hier au Conseil des ministres M. Guy Mollet a laissé entendre

ACCORD SECRET AVEC L'ANGLETERRE POUR FAIRE ÉCHEC A NASSER

PARIS, 18 octobre

Trois considérations à faire à l'issue de la première journée du débat consacré à l'Algérie et au lendemain du Conseil des ministres.

1.) Tous les orateurs qui ont pris la parole ont réclamé implicitement un réexamen de l'Alliance atlantique, pour des raisons diverses, d'ailleurs.

2.) M. Guy Mollet a laissé entendre en Conseil des ministres qu'il existait un accord secret avec les Anglais, au terme duquel la politique du colonel Nasser serait mise en échec.

3.) Le Président du Conseil a réaffirmé qu'il ne voulait pas ouvrir de négociations avec le FLN avant des élections libres. Il accepte néanmoins des contacts avec les nationalistes pour un cessez-le-feu.

Cette triple prise de position peut avoir des répercussions sur le déroulement des événements.

Tout d'abord, si le pacte Atlantique a été critiqué, personne, sauf les communistes, n'a laissé entendre par quoi le remplacer, si ce n'est pas une Europe dont on ne peut définir très clairement les principes. Le plus incisif fut M. Soustelle, qui n'est pas particulièrement partisan d'une constitution européenne solide.

Sur un autre plan, l'affaire du secret commence à inquiéter parlementaires et ministres. Ils admettent les nécessités de la diplomatie secrète, mais commencent à douter

SUITE PAGE 2 (A)

LE CONTRAT DE MARIAGE DU ROI DE L'ÉTAIN (ANTENOR PATINO) ANNULÉ PAR LE TRIBUNAL DE LA SEINE

PARIS, 18 octobre.

La première chambre du Tribunal civil de la Seine a rendu, aujourd'hui, un jugement déclarant frappé de nullité absolue le contrat de mariage, conclu le 7 avril 1931, à Madrid, entre M. Antenor Patino, l'homme d'affaires bolivien et sa femme, née Cristina de Borbon, car la fiancée, mineure à l'époque, aurait dû être assistée de son oncle.

Le régime matrimonial applicable se trouve être, en conséquence, le régime légal bolivien, c'est-à-dire une forme de communauté réduite aux acquêts.

Le Tribunal ordonne l'exécution provisoire du jugement, nonobstant appel.

Le prix Nobel de médecine attribué à trois célèbres cardiologues

Parmi eux figure un professeur français naturalisé américain

Stockholm, 18 octobre.

C'EST pour leur découverte sur le cathétérisme du cœur et les changements pathologiques dans le système circulatoire que le professeur Cournand, de New-York, le docteur Forssmann, de Bad-Kreuznach, et le professeur Dickinson W. Richards Jr. de New-York, ont obtenu le Prix Nobel de physiologie et de médecine qui leur a été attribué aujourd'hui par l'assemblée des professeurs de l'Institut médical Carolina.

Le professeur André Cournand est né en 1895 à Paris. Il a fait ses études à l'Université de Paris d'abord à la Faculté de physiologie et ensuite à la Faculté de médecine. Docteur en médecine en 1930, il s'est rendu, cette année-là, aux Etats-Unis.

Il a poursuivi sa carrière de spécialiste du cœur et des poumons à l'hôpital de Bellevue (Université de Columbia). Assistant de 1942 à 1945, il a été nommé professeur à l'Université de Columbia en 1951. Le professeur Cournand est citoyen américain depuis 1941.

Le professeur Dickinson W. Richards Jr., né en 1895 à Orange (New-Jersey), a fait ses études dans les Universités de Yale et de Columbia. Docteur en médecine en 1923 à l'Université de Columbia il s'est acquis une bonne réputation mondiale à la suite de ses expériences de physiologie expérimentale aux côtés de H. H. Dale, de Londres. De retour à Columbia en 1928, il fut d'abord professeur assistant à cette Université, puis professeur en 1945.

Le docteur Werner Forssmann, est né en 1904 à Berlin. Il a fait ses études à Berlin jusqu'en 1929. De 1929 à 1930, il a poursuivi ses travaux à la clinique chirurgicale de Eberswalde, près de Berlin, et, de 1931 à 1932, à Sauerbach. Médecin-chef de la clinique chirurgicale de l'hôpital civil de Dresde-Friedrichstadt, le docteur Forssmann est actuellement médecin à Bad-Kreuznach.

Reconnaissant la situation difficile dans laquelle se trouve la fonction publique

Le Gouvernement accorde 38 milliards aux fonctionnaires

Cette dépense nouvelle sera inscrite au budget de 1957

Paris, 18 octobre.

Le secrétariat à la fonction publique communique :

« En procédant à l'examen des revendications des fonctionnaires le gouvernement a constaté le bien-fondé de la majeure partie des demandes qui lui était présentées. Il a reconnu que la situation difficile dans laquelle se trouve la fonction publique nécessiterait l'intervention de mesures qui ne peuvent cependant être immédiatement réalisées, en l'état actuel des finances publiques.

« Cependant, pour réparer une injustice et remédier en partie à cette situation, le gouvernement a décidé de prendre les mesures suivantes :

1° Respect des engagements pris par les précédents gouvernements, et achèvement du plan de remise en ordre du 30 juin 1955.

2° Réalisation d'un effort supplémentaire en faveur des fonctionnaires.

Cet effort se traduira par les mesures nouvelles indiquées ci-après :

A) Avance de 2 mois, soit fixation au 1er mai 1957 de l'échéance du 1er juillet 1957, portant à 180.000 francs hiérarchisés le traitement de base de la fonction publique.

B) Fixation du traitement de base à 170.000 francs hiérarchisés dès le 1er janvier 1957.

C) Harmonisation, à compter du 1er octobre 1956, des carrières des

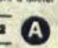
SUITE PAGE 2 (B)

A BAB-EL-ASSA

Un convoi militaire tombe dans une embuscade

Tlemcen, 18 octobre

Hier soir, vers 19 heures, un convoi militaire s'est heurté à une embuscade aux environs de Bab-el-Assa. On déplore quelques pertes chez les militaires. Ces derniers, ayant vivement riposté, ont mis les rebelles en fuite, abattant deux d'entre-eux.



Le bouclage de la frontière algéro-tunisienne devrait devenir effectif dans les deux sens

TUNIS, 18 octobre.

L'AMBASSADEUR de France, M. Pierre de Leusse, a été reçu, en fin de soirée, par le vice-président du Conseil tunisien M. Bahi Ladgham.

L'entretien a duré environ trois quarts d'heure. On pense généralement que M. Ladgham a mis l'ambassadeur au courant de la décision prise par le gouvernement tunisien de contrôler la frontière algéro-tunisienne, mesure annoncée hier soir par le secrétaire d'Etat à l'information.

A ce sujet, on se félicite dans les milieux autorisés de l'ambassade de France, où l'on veut penser que le « bouclage » de la frontière sera valable dans les deux sens. S'il en est ainsi, les troupes françaises stationnées en Tunisie n'auraient plus d'occasion de livrer combat à des rebelles algériens en territoire tunisien.

Par ailleurs, on déplore profondément, dans ces milieux, que des civils tunisiens aient pu être victimes des opérations déclenchées à la suite de l'embuscade dans laquelle sont tombés les militaires français. On rappelle cependant les circonstances mêmes de cette em-

SUITE PAGE 2 (C)

A LA BASE D'AIN-ARNAL, PRES DE SETIF

Des rappelés offrent une stèle commémorant le sacrifice de leurs camarades morts pour l'Algérie

Alger, 18 octobre (d.n.r.a.)

DEMAIN soir, à 19 heures, à la base des hélicoptères d'Aïn-Arnal, près de Sétif, se déroulera une manifestation dont on prévoit déjà le caractère émouvant et profond.

En effet, les militaires appartenant tant à l'armée de l'Air, qu'à l'armée de Terre ou à la Marine et qui vont être prochainement démobilisés au titre des rappelés, se sont cotisés en vue de faire élever une stèle à la mémoire de leurs camarades, morts pour la défense de l'Algérie française.

Cette stèle, qui est l'œuvre de plusieurs d'entre eux, sera remise, demain, au commandant Prestis, commandant de la base, au cours d'une veillée du souvenir.

Soirée au profit des rappelés demain à Alger

Vendredi soir, à 20 heures, salle Pierre-Bordes, aura lieu une soirée de variétés, dont le bénéfice ira aux œuvres en faveur des militaires rappelés.

Cette manifestation, à laquelle participera l'acteur français Gabriello, comprendra également un duplex radiophonique entre la salle Pierre-Bordes et le Gaumont-Palace, à Paris, où se déroulera, au même moment, une soirée du même genre.

ENTRE NOUS

QUELQUES hebdomadaires parisiens qui ont de nombreux lecteurs en Oranie publient régulièrement un tas de petites annonces consacrées aux mariages.

Elles émanent tantôt du sexe faible, tantôt du sexe fort, l'un et l'autre à la recherche d'une âme sœur.

Un jeune blond, bien sous tous les rapports, demande une jeune fille rousse ayant dot.

Une jeune veuve qui supporte mal la solitude (elle a perdu son mari depuis déjà

Marcel AUBIAY.

(SUITE PAGE 2 : ENTRE NOUS)

L'arraisonnement de l'Athos ne fut possible que grâce à l'efficacité des Services de renseignement de l'armée française. Sur le plan politique, il permit au gouvernement d'apporter les preuves de l'ingérence étrangère dans le problème algérien. L'aide apportée au F.L.N. par les pays du tiers monde et certaines grandes puissances ne fut pas arrêtée pour autant.